

CTB

**AGENCE BELGE
DE DÉVELOPPEMENT**

RAPPORT ANNUEL 2010

**FACILITE D'APPUI AUX FILIERES
AGRICOLES
DANS LES DEPARTEMENTS DU MONO
ET DU COUFFO
(FAFA/ MONO COUFFO)
BEN 040 11 11**



FAFA
Facilité d'Appui aux Filières Agricoles dans
les départements du Mono et du Couffo

Table des matières

1 FICHE PROJET.....	4
RAPPEL DES PRINCIPALES ABREVIATIONS.....	6
2 RÉSUMÉ.....	7
2.1 APERÇU DE L'INTERVENTION.....	7
2.2 POINTS SAILLANTS.....	8
2.3 LEÇONS APPRISSES ET RECOMMANDATIONS.....	10
3 EVOLUTION DU CONTEXTE.....	12
4 ANALYSE DE L'INTERVENTION.....	13
4.1 ANCRAGE INSTITUTIONNEL ET MODALITÉS D'EXÉCUTION.....	13
4.2 OBJECTIF SPÉCIFIQUE.....	13
4.2.1 Indicateurs.....	13
4.2.2 Analyse des progrès réalisés.....	14
4.2.3 Risques & hypothèses.....	15
4.2.4 Critères de qualité.....	15
4.2.5 Impact.....	15
4.2.6 Leçons apprises et recommandations.....	16
4.3 RÉSULTAT 1 : LES PRODUCTEURS ET LES OPÉRATEURS DU MARCHÉ ONT AMÉLIORÉ LEUR ARTICULATION ET RÉDUIT LEURS COÛTS ET RISQUES DE TRANSACTION EN AVAL COMME EN AMONT DE LA FILIÈRE.....	17
4.3.1 Indicateurs.....	17
4.3.2 Bilan activités.....	18
4.3.3 Analyse des progrès réalisés.....	19
4.3.4 Risques et hypothèses.....	20
4.3.5 Critères de qualité.....	20
4.3.6 Exécution budgétaire.....	20
4.3.7 Leçons apprises et recommandations.....	21
4.4 RÉSULTAT 2 : LES PRODUCTEURS ET TRANSFORMATEURS ADAPTENT LEURS MÉTHODES DE PRODUCTION AUX OPPORTUNITÉS DE MARCHÉ ET AMÉLIORENT LEUR MAÎTRISE DES CHARGES D'EXPLOITATION, POUR UNE PRODUCTION DURABLE ET RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT.....	22
4.4.1 Indicateurs.....	22
4.4.2 Bilan activités.....	23

4.4.3	Analyse des progrès réalisés	23
4.4.4	Risques et hypothèses	25
4.4.5	Critères de qualité	26
4.4.6	Exécution budgétaire	26
4.4.7	Leçons apprises et recommandations	26
4.5	RÉSULTAT 3 : UN CADRE DE POLITIQUE DE PROMOTION DES FILIÈRES EFFICACE S'EST MIS EN PLACE AVEC DES STRUCTURES DE CONCERTATION ET DE PILOTAGE AU NIVEAU CENTRAL ET RÉGIONAL ET DES INSTRUMENTS MÉTHODOLOGIQUES VALIDÉS	28
4.5.1	Indicateurs	28
4.5.2	Bilan activités	28
4.5.3	Analyse des progrès réalisés	28
4.5.4	Risques et hypothèses	29
4.5.5	Critères de qualité	30
4.5.6	Exécution budgétaire	30
4.5.7	Leçons apprises et recommandations	30
5	BÉNÉFICIAIRES	31
6	SUIVI DES DÉCISIONS PRISES PAR LA SMCL.....	32
7	ANNEXES	33

1 Fiche projet

Données générales

Pays	<u>Bénin</u>			
Titre	Facilité d'Appui aux Filières Agricoles dans les départements du Mono et du Couffo			
Titre court	FAFA MC			
Bailleur	DGD : Direction Générale de la Coopération au Développement			
Code Bailleur	3004354			
Article	art 5			
Allocation de base	bilatérale directe [BA54105402]			
Contrat de gestion	Contrat de gestion 2			
Secteur	31110 - Politique agricole et gestion administrative			
Marqueurs thèmes	Environnement risque	<input type="radio"/> 0	<input checked="" type="radio"/> 1	<input type="radio"/> 2
	Environnement pertinence	<input checked="" type="radio"/> 0	<input type="radio"/> 1	<input type="radio"/> 2
Courriel	fafa-mc@ctb-benin.org			

Chronologie et documents

Phase	EXE					
Début est.	01/09/2008	Durée est.	60	Fin est.	31/08/2013	
Début CS	21/03/2008	Durée CS	72	Fin CS	22/03/2014	Prolong. CS
06/10/2010	SMCL					
17/06/2010	SMCL extraordinaire conjointe FAFA MC AIMAEP					
30/03/2010	Transmission du rapport annuel au bailleur					
17/02/2010	SMCL					
24/03/2009	Transmission du rapport annuel au bailleur					
06/02/2009	SMCL					
24/04/2008	Notification à la CTB de la Convention Spécifique signée					
24/04/2008	Notification à la CTB de la CMO signée					
23/04/2008	Signature de la Convention de Mise en Oeuvre					
21/03/2008	Signature de la Convention Spécifique					
13/03/2008	Approbation du DTF par la SMCL					
21/02/2008	Approbation du dossier par le Comité Contrôle Qualité (CCQ)					
06/02/2008	SMCL					
01/08/2007	Notification à la CTB de l'Approbation du dossier d'identification					
24/05/2004	Décision de l'identification en Commission mixte					

Objectifs

Objectif principal Augmenter la sécurité alimentaire et les revenus de la population rurale associée aux filières riz et maraîchage dans le cadre d'une politique nationale de promotion des filières.

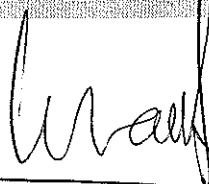
Objectifs spécifiques Renforcer les capacités et l'articulation effective des acteurs privés et publics afin d'améliorer la productivité et la rentabilité des filières riz et maraîchage dans le Mono Couffo

Finance

Budget Régie	1.651.000 €
Budget Cogestion	3.849.000 €
Budget Total	5.500.000 €

Personnes

Responsable : Sikirou Oloulotan,
Co Responsable : Patrick Levaux,
Assistant Technique recherche filière : Laurent Clarys,
Chargé Facilitation opérateurs privés : Chiaratou Ocen,
Chargé Facilitation organisation producteurs : Christian Houenou,
Chargé Suivi Evaluation : Habib Ahoyo,
Administrateur Gestionnaire : Sylvain Akodandé,
Secrétaire de direction : Carole Codomey Ségla



PATRICK LEVAUX
CORESPONSABLE



Sikirou Oloulotan
Responsable FAFAMC

RAPPEL DES PRINCIPALES ABREVIATIONS

CCIB	Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin
CECPA	Centre Communal pour la Promotion Agricole (MAEP)
CeRPA	Centre Régional pour la Promotion Agricole (MAEP)
CIA	Chambre Interdépartementale d'Agriculture
CRM	Conseil Régional des Maraîchers
CRR	Conseil Régional des riziculteurs
DAGR Naturelles	Direction de l'Aménagement et de la Gestion des ressources Naturelles
DGR	Direction du Génie Rural (CeRPA)
DIFAOP Organisations	Direction de l'Information, de la Formation et de l'Appui aux professionnelles
DPAF	Direction de la Programmation, de l'Administration et des Finances
DPFSA	Direction de la Promotion des Filières et de la sécurité Alimentaire
DPP	Direction de la Prospective et de la Programmation du MAEP
ESOP	Entreprise de Transformation et de Commercialisation de riz
FSA	Faculté des Sciences Agronomiques de l'Université d'Abomey Calavi
GF	Groupement Féminin
GV	Groupement Villageois
IITA	Institut International d'Agriculture Tropicale
IMF	Institution de Micro Finance
INRAB	Institut National des Recherches Agricoles du Bénin
MAEP	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
OP	Organisation des Producteurs
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
URP	Union Régionale des Producteurs

2 Résumé

2.1 Aperçu de l'intervention

Logique d'intervention	Efficience	Efficacité	Durabilité
Objectif Spécifique	La deuxième année du projet est la première année de démarrage opérationnel. Si plus de résultats concrets pouvaient être espérés en termes d'amélioration de la productivité et de la rentabilité des filières, l'approche 'Facilité', une démarche nouvelle, nécessite du temps et de l'accompagnement; c'est donc le renforcement et l'articulation des acteurs qui ont été les plus probants.	Les deux premières années du projet se sont déroulées correctement en respectant à peu près le timing prévu.	Le pari du travail en partenariat constant en vue de pérenniser les activités lancées par FAFA n'est pas gagné d'avance car les partenaires voient encore trop FAFA comme un projet classique et à travers lui des apports en moyens financiers importants.
Résultat 1	La phase opérationnelle a démarré tardivement (fin de Q1) limitant le volume annuel d'activité. La vitesse de mise en œuvre des Accords d'exécution par les partenaires est faible du fait de l'approche Facilitation. La création des outils d'intervention a été faite en 2010.	L'investissement de démarrage, prévu dans le DTF, s'est prolongé sur une durée plus longue, nécessaire pour obtenir une bonne efficacité dans l'intervention. Au travers des MIP et des Accords d'exécution, la dynamique du R1 est en phase de croisière.	La question de la durabilité est au centre des préoccupations de FAFA, en effet il est fondamental que les différentes actions menées dans le cadre de FAFA perdurent après le départ de l'équipe de la Facilité. Pour ce critère, tous les partenaires ne sont pas au même niveau de prédisposition à l'internalisation et à l'appropriation des acquis de FAFA: la CCIB, partenaire clé du R1 représente en effet un grand défi en termes de durabilité.
Résultat 2	L'approche Facilitation nécessite un apprentissage de la part des partenaires pour lesquels le travail de renforcement de capacités prend une grande importance en mobilisation de ressources (temps de travail). L'attention est portée pour un appui optimum auprès des 5 partenaires liés au R2.	Le recrutement d'un agent FAFA supplémentaire en 2010, au profit du R2 a permis d'accroître l'efficacité de l'intervention: amélioration considérable du conseil, des appuis apportés et du suivi des 5 partenaires.	La facilité n'est qu'au début de mise en œuvre des outils élaborés. La phase de croisière prendra en compte les éléments de l'EMP afin de viser plus de durabilité au travers de chaque action du R2.
Résultat 3	Le suivi des activités a été correct en 2010 mais il faudra être très attentif aux capacités FAFA de suivi des activités quand leur volume va croître sur le terrain (surtout les microprojets et les investissements communaux).	Même si le R3 FAFA s'est redimensionné sur le niveau régional et sur son propre suivi-évaluation, les concertations surtout en vue de connaître les différentes interventions auprès de chaque partenaire FAFA doivent être améliorées. Le suivi-évaluation, y compris des partenaires, doit être plus opérationnel.	Le suivi-évaluation FAFA ne doit pas être durable: il s'arrime au système de suivi-évaluation du MAEP puis s'appuie sur les dispositifs internes des partenaires; la durabilité des plateformes de concertation filières doit être discutée au-delà de la compétence FAFA.

	Budget	Dépenses au 31.12.2009	Dépenses année 2010	Dépenses totales	Solde budget	Taux d'exécution
Régie	1 651 000	491 579	346 701	838 280	812 720	51%
Cogestion	3 849 000	373 860	727 129	1 100 990	2 748 010	29%
Total	5 500 000	865 439	1 073 831	1 939 270	3 560 730	35%

2.2 Points saillants

Pour rappel, les bénéficiaires directs de FAFA sont les acteurs économiques individuels ou organisés de chacune des deux filières au niveau régional qui regroupent :

- les producteurs et productrices de riz et de maraîchage
- les transformateurs et transformatrices de riz et de produits maraîchers
- les opérateurs privés de l'amont et de la commercialisation.

Les partenaires stratégiques (CCIB, CIA, CRM, CRR, URP, CeRPA) mettent en œuvre les activités de la FAFA à partir d'Accords d'exécution.

Les bénéficiaires directs étant ciblés par les MIP et les Investissements Communaux récemment mis en place, ils n'ont pas encore pu mesurer de changement positif dans leurs unités de production, transformation et commercialisation. Par contre, les partenaires stratégiques sont impliqués dans les organes de pilotage de la FAFA et dans l'opérationnel puisque ce sont eux qui ont la charge de mettre en place les activités de la Facilité.

Au cours de l'année 2010, trois SMCL ont eu lieu pour la FAFA :

- Le 10 février pour la présentation du rapport 2009 et pour l'approbation de la programmation 2010,
- Le 17 juin pour la présentation du cadre programmatique agricole et pour les changements budgétaires à opérer entre FAFA MC et AIMAEP. L'Echange de Lettres entre les parties pour modifier les conventions spécifiques des projets n'a pas encore été signé.
- Le 5 octobre pour la présentation du rapport du 1^{er} semestre 2010 et pour l'approbation de la programmation du second semestre 2010. Pour la première fois, cette SCML a été conjointe à 3 projets agricoles de la CTB au Bénin (FAFA MC, FAFA AD, AIMAEP). L'objectif était d'aller vers une organisation en programme agricole.

La FAFA a établi un tableau de suivi des recommandations qui capitalise toutes les recommandations faites au projet, en provenance de la SMCL, des missions annuelles SE et Audit, de la Plate Forme d'appui technique, de la Représentation, des différentes missions et de l'équipe elle-même. La revue bimensuelle de tableau permet une bonne traçabilité et un suivi régulier des recommandations.

FAFA bénéficie de missions annuelles de suivi-évaluation ("backstopping" SOFRECO/GOLF sur les 5 années et CTB depuis décembre 2010).

Au cours du mois d'août 2010, la FAFA a reçu une mission d'évaluation externe des projets FAFA Mono Couffo et AIMAEP, commanditée par le Ministère belge des Affaires Etrangères (DGD). Les recommandations qui ont été formulées ont été mises en œuvre sur les 3 composantes du projet.

Enfin, une mission d'évaluation à mi-parcours est intervenue en fin décembre 2010. Les recommandations formulées seront intégrées de manière opérationnelle dès le Q1 2011.

Les activités du résultat n°1 sont directement portées par les partenaires de la FAFA qui ont souvent des capacités très limitées d'intervention et d'absorption budgétaire. Il s'agit de la CCIB, de l'URP, du CRR, du CRM pour lesquels des appuis spécifiques seront faits par la FAFA en 2011 pour renforcer leurs capacités d'intervention. Les différentes activités menées en 2010 contribuent à une meilleure articulation entre les producteurs et les acteurs du marché et à la réduction de leurs coûts et risques de transaction en aval comme en amont de la filière. Différentes mises en relation ont ainsi eu lieu :

- entre une entreprise faisant la transformation du riz et des hôtels-restaurants de la région ; entre ce même transformateur et des revendeuses de la région ; entre ce transformateur encore et des producteurs de riz,
- entre une promotrice faisant la transformation du piment en poudre et des producteurs de piment de la région,
- entre des producteurs de produits maraîchers et des grossistes, etc.

Ces mises en relation peuvent se faire directement (mises en contact, visites de terrain . . .) ou par le

financement de projets (guichet MIPs) dans lesquels l'établissement de contrats entre opérateurs est avéré. Il est à noter le financement de 4 microprojets dans le segment transformation à travers le guichet MIP animé par la CCIB,

Un des points sensibles ayant des répercussions sur le rythme de mise en œuvre des Accords d'exécution concerne le partenaire principal chef de file des activités liées au résultat 1 à savoir la CCIB Mono-Couffo. En effet, ce type de partenariat est totalement nouveau pour la structure, en conséquence le mécanisme d'apprentissage et d'appropriation prend du temps. De plus, peu de compétence sont disponibles (effectif restreint du personnel technique) à la délégation départementale de la CCIB-MC pour mettre en œuvre et faire le suivi rapproché des activités dans le cadre du partenariat. La structure a été renforcée mais la durabilité de ce renforcement n'est pas encore acquise. Ce renforcement venant exclusivement de FAFA à ce jour, donne l'impression de substitution qui doit rapidement évoluer ; ce qui nécessite un engagement substantiel du partenaire pour avoir une chance de pérennisation à la fin de l'intervention. De plus, pour ce Partenaire comme pour les autres, les nouveaux apports de FAFA à partir de 2011, au lieu de continuer à être progressifs doivent amorcer au contraire une courbe dégressive pour préparer une réelle prise de témoin quand FAFA se retirera.

Les activités du résultat n°2

Les activités menées dans la composante 2 ont permis de mettre en place et de rendre opérationnelle le guichet MIP animé par l'URP, d'assurer un renforcement des capacités institutionnelles des partenaires des filières riz et maraîchage, pour une mise en œuvre conséquentes des premiers accords d'exécution qui sont signés avec eux.

Des pôles de compétitivité des systèmes de production permettant à terme d'accroître les rendements de productions et d'obtenir des produits sains de bonne qualité, sont mis en chantier. Il s'agit notamment de :

- La mise en œuvre des tests de démonstration ou de recherche action pour générer des technologies innovantes à la compétitivité des systèmes de productions : réduction de l'utilisation de pesticides en maraîchage, gestion de l'eau avec des systèmes de micro-irrigation.
- L'organisation d'une visite échange d'expériences sur la micro-irrigation à base d'énergie solaire. Ceci dans l'objectif de prospecter les innovations existantes dans le domaine afin de l'adapter dans le Mono et le Couffo pour les systèmes maraîchers.
- La réalisation d'un complexe magasin et aire de séchage/battage de riz dans le village de Houinga (Commune de Houéyogbé) parallèlement à la finalisation de la stratégie d'intervention pour la mise en œuvre des investissements communaux, est une réponse prompte à la demande du groupement villageois de riziculteurs de ladite localité, qui subit d'énorme perte post-récolte causées par les conditions défavorables de stockage.
- Le financement de 8 microprojets dans le segment production, contribuant au renforcement des moyens de production de riz et maraîchage.

L'élaboration et la mise en œuvre des outils d'opérationnalisation des instruments de facilitation, et leur appropriation progressive par les partenaires clés de la facilitation. La faible capacité des partenaires et la lenteur de réaction pour la mise en œuvre des actions est un facteur pouvant influencer négativement l'atteinte des résultats attendus d'eux.

La faible capacité en maîtrise d'ouvrage de certains partenaires clés, limite la bonne gestion des contrats de service qu'ils ont conclus avec des prestataires de la recherche-action ; ce qui a pour conséquence le refinancement pour la reprise des mêmes activités.

Le dysfonctionnement intervenu au niveau du guichet MIP URP a affecté négativement les usagers qui à un moment donné ne croyait plus à son fonctionnement. Une nouvelle sensibilisation de masse et la présence au poste du CA/MIP viendront corriger ce dysfonctionnement.

La prompte réaction de la FAFA aux difficultés de conservation/stockage du riz au niveau du groupement des riziculteurs du village de Houinga-Houéyogbé de la commune de Houéyogbé a été fortement appréciée par les populations et la Mairie de la localité. La réalisation de cette infrastructure a induit une augmentation de la production qui est passée de 39 tonnes de riz paddy en 2009 à plus de 80 tonnes au cours de la saison 2010. Le comité de gestion de cette infrastructure est accompagné

par FAFA pour assurer la pérennité et le fonctionnement de l'ouvrage. La mise en relation des producteurs avec une entreprise de collecte et transformation de riz qui est faite par FAFA permettra de valoriser au mieux l'infrastructure et de dynamiser les producteurs en leur assurant un débouché à leur production.

Les activités du résultat n°3

Faisant suite à la mise en route du projet AIMAEP, des activités du R3 de la FAFA à portée nationale et institutionnelle ont été transférées à l'AIMAEP. Il s'agit des activités suivantes :

- Diagnostic de la situation et des acteurs de la production, définition des rôles, planification et suivi participatif des activités de renforcement de la compétitivité
- Appui à la mise en place de structures faïtières ou réseaux nationaux des acteurs des filières riz et maraîchage
- Appui à la mise en place de cadres intégrés de contrôle

Aussi, le résultat 3 est maintenant constitué de deux activités clé :

- Appui à la mise en place d'une structure régionale de pilotage de la politique de promotion des filières agricoles et développement d'instruments de gestion qui concerne le fonctionnement de la Plate Forme d'Appui Technique à la FAFA
- Appui aux mécanismes de suivi et observation des filières qui concerne le suivi évaluation de la FAFA et de ses partenaires

2.3 Leçons apprises et recommandations

Les recommandations les plus importantes sont :

En lien avec les indicateurs (4.2.1)

Concernant la non tenue de statistiques par les organisations filières et faïtières, il est recommandé au CSE/FAFA/MC en 2011 de veiller à ce que ces statistiques soient complètement fonctionnelles.

En lien avec le R1 (4.3.7)

Concernant la CCIB qui est le partenaire clé du R21, il lui est demandé de recruter une compétence en comptabilité (tout au moins à temps partiel) au niveau de l'annexe régionale de la CCIB Mono Couffo pour la gestion des fonds mis à disposition, ainsi qu'une compétence technique pour aider le C/SAD dans la mise en œuvre des activités et le suivi des accords d'exécution.

L'appui à la mise en place et l'accompagnement de système d'information commerciale est une préoccupation de l'équipe FAFA en vue de contribuer à la dynamisation des activités de développement des filières.

En lien avec le R2 (4.4.7)

Pour le guichet MIP de l'URP, il est urgent de pourvoir, avant fin janvier 2010, le poste de CA/MIP et de prendre des mesures pour garantir sa stabilité dans le temps.

Les capacités des 5 partenaires devront être renforcées dans les domaines de la planification/suivi-évaluation des activités, dans la maîtrise d'ouvrage pour une meilleure gestion des accords d'exécution.

Enfin, il est recommandé que FAFA accroisse et améliore son propre suivi des activités mises en place par les partenaires sous Accords.

En lien avec le R3 (4.5.7)

Mettre en place un système pour produire via les partenaires des informations claires, précises et simples au cours de 2011 pour arriver à renseigner les indicateurs d'activités et de résultats pour N+1.

Les leçons apprises les plus importantes sont :

L'approche Facilitation demande beaucoup de temps et de renforcement de capacités car les activités sont mises en œuvre par les partenaires qui ont peu de capacités d'intervention. Aussi, il est nécessaire de tenir compte de l'investissement conséquent en renforcement de capacités des partenaires qui n'est pas que matériel mais avant tout du domaine de la formation, du conseil, du suivi, de l'évaluation. Les appuis matériels viennent en complément.

Une longue et régulière sensibilisation des partenaires sur la facilitation est indispensable pour l'appropriation du concept afin de garantir l'adhésion et la disponibilité des acteurs dans la mise en œuvre et déjà préparer l'après-FAFA: la facilitation et la dynamisation d'actions de structures existantes (approche faire faire) plutôt que la substitution (approche projet classique) est la clé de la poursuite des actions mises en place.

L'accompagnement d'activités porteuses et durables est l'élément central de l'intervention. Aussi, suite à l'EMP, un recentrage sera fait sur les actions les plus pertinentes, au regard des besoins des filières qui ont évolué depuis le démarrage de la FAFA.

3 Evolution du contexte

Evénements qui ont influencé le déroulement de l'intervention **sur lesquels l'intervention n'a pas ou peu d'emprise** :

- Le manque de nomination (conjointe par le MAEP et le MEF) des Régisseurs de la FAFA n'a pas permis de recevoir la contrepartie nationale en 2010. Aussi, un chantier de construction de magasin de stockage pour du riz, initialement financé sur le budget national, a dû être refinancé sur le budget belge pour pouvoir être mené à bonne exécution. Ceci a permis de juguler à la base une frustration de la part de l'entrepreneur du chantier et des populations bénéficiaires (influence négative).
- Le relèvement des mandats accordés par la CTB aux Co-responsables et au Co-ordonnateur (qui a fait l'objet d'approbation au cours de la SMCL extraordinaire du 17 juin 2010) permettra une plus grande souplesse et opérationnalité dans la gestion de l'utilisation des fonds à engager. La partie béninoise a également approuvé et accordé le mandat relevé aux Responsables des projets et à l'Ordonnateur National, avec prestation de serment (influence positive).
- FAFA MC doit de plus en plus évoluer dans un contexte "programme", ce qui est positif pour la cohérence et la complémentarité des projets agricoles bénino-belges mais qui nécessite un type de rapportage programmatique adapté

Evénements qui ont influencé le déroulement de l'intervention **sur lesquels l'intervention a une emprise** :

- Une réorganisation de l'équipe de la FAFA a été faite pour faire face aux charges de travail qui se sont accrues et pour s'adapter aux besoins d'intervention. La réorganisation suivante a permis d'améliorer le travail de la FAFA (influence positive):
 - o Le Co Responsable Administratif et Financier qui a démissionné en fin décembre 2009 a été remplacé en janvier 2010 par l'ATI composante 3 qui est devenu Co-responsable,
 - o Un assistant junior a pris ses fonctions en janvier 2010 pour appuyer la cellule suivi évaluation de la FAFA,
 - o Un assistant au chargé de facilitation auprès des organisations paysannes a été recruté en septembre 2010 afin de pallier au besoin important d'appui sur la composante 2 qui comporte 5 partenaires,
 - o Une comptable, assistante à l'administrateur gestionnaire a été recruté en septembre 2010, en concordance avec les prévisions du DTF, pour faire face à l'accroissement de la charge de travail avec la mise en place des différents Accords : suivi et contrôle de l'utilisation des fonds mis à disposition des partenaires dont les activités croissent, la gestion comptable et financière quotidienne au niveau de l'équipe du projet, etc .
- Cependant l'équipe a dû enregistrer la démission du chargé de Suivi-Evaluation en fin d'année, ce qui pose le problème de transmission des données et de la charge du service à une nouvelle personne à recruter début 2011 (influence négative)
- La mise en place d'outils de coordination entre les différents intervenants dans les filières riz et maraîchage permet d'accroître les synergies et de limiter les effets de concurrence dans la région (PAFIRIZ, Protos, CIDR/ETD, etc)(influence positive).
- Les faibles capacités des partenaires à s'approprier de la démarche et à mettre en œuvre diligemment les activités, limitent très fortement les capacités et la vitesse d'avancement de la FAFA, aussi bien pour le déroulement des accords d'exécution que les microprojets. Un investissement très important en temps de travail de l'équipe FAFA auprès des partenaires est indispensable pour pouvoir renforcer les capacités et accompagner correctement les actions de développement prévues (influence négative)

4 Analyse de l'intervention

4.1 Ancrage institutionnel et modalités d'exécution

Ancrage institutionnel

L'ancrage institutionnel de FAFA MC au MAEP reste approprié. La portée de la composante 3 Appui à la gouvernance des filières a été recentré à un niveau d'intervention régional opérationnel, ce n'affecte en rien l'ancrage institutionnel du projet. Rappelons que la Cellule Transitoire de Régulation de la Promotion des Filières au niveau central, n'a pas vu le jour. La Plateforme Technique d'Appui aux filières riz et maraîchage (PTAFRM) a été installée et rendue fonctionnelle conformément aux DTF de FAFA MC. Plusieurs réunions du comité restreint de la Plateforme ont été tenues en 2010 pour valider les principaux outils (Manuel de gestion des Accords et des Microprojets) et les nouveaux Accords d'Exécution avec les Partenaires. La Plateforme est constituée d'une vingtaine de membres et le comité restreint de la Plateformes en compte six, donc plus légères et opérationnelles.

Modalités d'exécution

Les sessions de la Structure Mixte de Concertation Locales se sont tenues normalement, et une SMCL extraordinaire conjointe FAFA et AIMAEP a été organisée en juin 2010. Le recentrage des activités au niveau de la composante 3 de FAFA MC, permet de constater que le Comité Technique d'Orientation et de Suivi (CTOS), de portée plus nationale, n'est plus pertinent comme structure d'orientation et de suivi, entre la SMCL et la PTAFRM.

Les modalités d'exécution sont appropriées.

4.2 Objectif spécifique

4.2.1 Indicateurs

Objectif spécifique : Renforcer les capacités et l'articulation effective des acteurs privés et publics afin d'améliorer la productivité et la rentabilité des filières riz et maraîchage dans le Mono-Couffo.					Progrès :
Indicateurs	E	G	Baseline 01 01 10	Progrès 31 12 10	Commentaires
Augmentation de 50 % de la quantité de riz sur les marchés et de 30 % de la quantité de produits maraîchers sur les marchés			580 T riz 33 333 T légumes tt confondu	non disponible	les sources de vérification doivent venir des statistiques de commercialisation des groupements et faitières (CRM CRR, URP); Le CSE FAFA a constaté que cette gestion des statistiques n'est pas encore fonctionnelle
Augmentation de 15 % des marges nettes des producteurs et des opérateurs privés des filières			riziculteurs: 31 fcfa/kg (en irrigué) négatif (eau non maîtrisée) transformateur : 46 fcfa/kg commerçant : 68 fcfa/kg Producteur maraîcher: 69 fcfa/kg commerçant maraîcher: 102 fcfa/kg		même commentaire que ci-dessus auxquels on peut ajouter la CCIB pour les opérateurs privés; ajoutons cependant que les fortes inondations de fin d'année ont détruit beaucoup de cultures
20 accords de partenariat public - producteur – privé exécutés dans le cadre de la FAFA		X	0 accord	1 accord transformateur (F) /producteurs créé 1 accord transformateur /producteurs renforcé	

4.2.2 Analyse des progrès réalisés

INTRODUCTION

On voit bien le double objectif spécifique: institutionnel par le renforcement des capacités et des articulations entre acteurs et opérationnel par l'amélioration de la productivité et la rentabilité :

OS1a Renforcer les capacités des acteurs privés et publics

Dans le cadre logique et le cadre logique révisé de FAFA, il n'est pas prévu d'indicateur de renforcement des capacités des 6 partenaires FAFA (CeRPA, CCIB, URP, CRR, CRM, CIA) Ce constat a déjà été fait (atelier de validation SE FAFA, Evaluation mi-parcours); l'évaluation à mi-parcours (EMP) va proposer un outil simple

OS1b Renforcer l'articulation effective des acteurs privés et publics

FAFA met en place des outils de suivi des liens d'affaire qu'il promeut ce qui permettra aussi de suivre l'évolution du compte d'exploitation de l'opérateur.

⇒ à réaliser surtout à travers les Accords de partenariat

OS2a Améliorer la productivité des filières riz et maraîchage dans le Mono-Couffo.

OS2b Améliorer la rentabilité des filières riz et maraîchage dans le Mono-Couffo.

⇒ à réaliser surtout à travers les deux outils d'investissements que sont les microprojets et les investissements communaux qui seront aussi des sources de vérification sur la productivité et la rentabilité pour 2011

	Lien entre les résultats et l'objectif spécifique	Points sensibles (de réussite ou d'échec) et facteurs d'influence
<p>Résultat 1: Appui à la dynamisation et à l'articulation des marchés Les producteurs et les opérateurs du marché ont amélioré leur articulation et réduit leurs coûts et risques de transaction en aval comme en amont de la filière.</p>	lien évident mais la mesure du changement auprès des bénéficiaires est actuellement précoce	prématuré
<p>Résultat 2 : Appui à la compétitivité des systèmes Les producteurs et transformateurs adaptent leurs méthodes de production aux opportunités de marché et améliorent leur maîtrise des charges d'exploitation</p>	lien évident mais le temps d'exécution à ce jour est court pour mesurer un changement auprès des bénéficiaires	prématuré
<p>Résultat 3: Appui à la gouvernance des filières Contribution à la mise en place d'un cadre de politique de promotion des filières, incluant des structures de concertation et de pilotage au niveau régional, et des instruments et méthodologies validés, et si possible en concertation avec d'autres partenaires techniques et financiers.</p>	peu de contribution à l'atteinte de l'OS; le cadre régional (Plateforme) se réunit en comité restreint pour valider les moments importants de FAFA; mais c'est en R3 que se situe le mécanisme de SE de FAFA	

Résultats non prévus

Sans objet

Dynamique « Harmo »

Dans les accords d'exécution les organisations paysannes travaillent avec la Recherche et le CeRPA; dans le montage des MIP, les liens d'affaire producteurs/commerçants sont encouragés Harmonisation avec:

- le MAEP à travers le CeRPA et le SE MAEP
- les autres projets agricoles bénino-belges

- le PAPDC
- les acteurs filières à travers les plateformes filières

Intégration « genre » et « environnement »

Dans les accords d'exécution avec les partenaires stratégiques, chaque fois qu'une activité renforce les femmes ou améliore l'environnement, cela doit être signalé. Et il est à chaque fois précisé dans les fiches d'activités des partenaires, l'aspect genre et sa prise en compte dans la mise en œuvre des activités. Il en est de même de l'aspect environnemental.

Dans les microprojets une notation pour la sélection est prévue pour les projets favorisant le genre et respectueux de l'environnement.

De manière générale FAFA MC participe avec ses partenaires au plan d'action Genre financé par la Coopération belge qui porte sur un an, et sensibilise les acteurs à cette approche.

4.2.3 Risques & hypothèses

Risques

- lenteur des partenaires dans le renforcement de leurs capacités pour mener à bien les accords
- lenteur des partenaires dans la compréhension de l'approche Facilité
- risque de substitution de FAFA auprès de partenaires insuffisamment impliqués
- moyens à disposition de FAFA pour le suivi et la consolidation des activités quand le rythme de croisière sera atteint: 25 accords d'exécution, une quinzaine de nouveaux microprojets par trimestre, une vingtaine d'investissements communaux

Hypothèses

- les partenaires améliorent leur efficacité dans la gestion des accords avec FAFA
- les partenaires admettent FAFA comme une Facilitation, mettent les moyens nécessaires pour exécuter les accords et admettent une intervention dégressive de FAFA dans les moyens mis à disposition
- des ressources sont opérationnelles pour le suivi et le renforcement des activités d'investissements; ces ressources peuvent être mobilisées à travers de nouveaux partenariats

4.2.4 Critères de qualité

	Score	Commentaires
Efficacité	B	les deux premières années du projet se sont déroulées correctement en respectant à peu près le timing prévu
Efficience	C	au terme de la deuxième année du projet, résultats concrets surtout en termes de renforcement des compétences et articulations entre partenaires plutôt que de la productivité et de la rentabilité des filières
Durabilité	C	le pari du travail en partenariat constant en vue de pérenniser les activités lancées par FAFA n'est pas gagné car les partenaires voient encore trop FAFA comme un projet classique et à travers lui des apports en moyens financiers importants
Pertinence	B	l'approche n'est pas à remettre en question mais les modes d'intervention doivent être simplifiés car le temps imparti au projet est court pour combiner à la fois l'atteinte de résultats tangibles et un renforcement tout aussi tangible et réellement durable des structures partenaires

4.2.5 Impact

L'Objectif Spécifique n'est pas remis en question quant à sa contribution à l'Objectif Général et l'impact prévu (*effets indirects des actions au-delà des résultats pour les publics ciblés*) reste pertinent.

Cependant, le lien entre le renforcement des capacités des acteurs et l'amélioration de la productivité et la rentabilité des deux filières reste à avérer, dans la durée impartie à FAFA, et au vu de la lenteur de l'appropriation de l'approche par ces mêmes acteurs.

L'Objectif Général ne mentionnait pas d'indicateurs dans le DTF FAFA.

Dans le Cadre Logique relu (voir Annexe 1), 2 indicateurs sont proposés:

- Contribution des filières riz et maraîchage à la couverture des besoins alimentaires et nutritionnels (chez les bénéficiaires de l'appui FAFA)
- Accroissement des revenus des bénéficiaires de l'appui de FAFA (riziculteurs, maraîchers, commerçants riz et maraîchage, transformateurs riz).

et des valeurs référence ont été fixées au 1^{er} janvier 2010

Ces valeurs ont peu évolué au regard des activités 2010. Dans les années à venir, FAFA devra parvenir à distinguer ses propres indicateurs de ceux des autres intervenants dans les mêmes zones géographiques et les mêmes domaines d'intervention.

4.2.6 Leçons apprises et recommandations

Recommandations liées aux indicateurs (4.2.1)

Concernant la non tenue de statistiques par les organisations filières et faitières, il est recommandé au CSE/FAFA/MC en 2011 de veiller à ce que ces statistiques soient complètement fonctionnelles. La vérification de la représentativité de ces organisations est également un point d'attention.

Recommandations liées aux critères de qualité (4.2.6)

Efficiences	C	La troisième année du projet doit mettre l'accent sur les activités à résultats "terrain" concrets à travers les investissements au profit des filières via les instruments MIP et investissements communaux.
Durabilité	C	L'approche Facilité doit être mieux partagée avec les Partenaires; FAFA ne doit plus être vu comme un partenaire classique avec apports de moyens financiers seulement; un apport en moyens progressif de la part des partenaires doit être demandé parallèlement à la dégressivité des moyens FAFA. Différentes actions, telles qu'une rencontre avec la CCIB centrale à Cotonou, des échanges avec la Représentation, ont été menées et des mesures sont en cours de formulation afin résoudre ces difficultés et assurer au maximum la durabilité des activités menées dans le cadre de FAFA.

4.3 Résultat 1 : Les producteurs et les opérateurs du marché ont amélioré leur articulation et réduit leurs coûts et risques de transaction en aval comme en amont de la filière

4.3.1 Indicateurs

Résultat : Les producteurs et les opérateurs du marché ont amélioré leur articulation et réduit leurs coûts et risques de transaction en aval comme en amont de la filière.						Progrès : B
Indicateurs	E	G	Baseline	Valeur cible 2010	Progrès année N	Commentaires
N° 6 : Augmentation des volumes en vente groupée ou négociée de riz et de produits maraîchers mis sur le marché et augmentation du nombre de producteurs concernés par la vente groupée			<ul style="list-style-type: none"> "Vente groupée de paddy: 155 T Nombre de producteurs concernés par la vente groupée: 300 producteurs de riz 	+ 25% pour le riz	Vente groupée de paddy 143 T jusqu'en décembre 2010 Attendre fin Mai 2011 pour les données finales de la campagne de commercialisation	<p>Pas encore de vente groupée de riz appuyée par FAFA Les seules ventes sont limitées à celles effectuées par ESOP Lalo qui ne fait pas partie des bénéficiaires directs dans le cadre de l'accord d'exécution entre FAFA et le CRR</p> <p>Pour la campagne (Juin 2010- Mars 2011) 171 T de paddy ont été collectées par ESOP à 487 producteurs (juin à décembre 2010) 55 T sur 171 T a été collecté en dehors de la région (Zou Collines) Cette entreprise a donc une grande marge de progrès en approvisionnement local</p> <p>Le CRR a en stock 27 tonnes de riz paddy collecté à 53 producteurs au cours de la campagne précédente (janvier à mai 2010) La collecte de riz paddy démarrera en janvier 2011 pour cette campagne</p> <p>Au niveau des maraîchers la situation n'a pas changé</p>
N° 7 : Nombre de nouveaux accords de partenariat noués entre opérateurs privés et producteurs (individuels et organisés)			Pas d'accord formel entre producteur et opérateur privé Les liens sont instables et à vue	8 accords		<p>Mises en relation au nombre de 3 entre opérateur privé et producteurs</p> <p>Au niveau du maraîchage des liens commerciaux entre Bénin Semences, Accueil Paysan, Ets Goodwill et CRM pour la fourniture de semences et pesticides</p>
N° 8 : Evolution des prix des ventes groupées et négociées en comparaison avec les ventes individuelles			Riz : <ul style="list-style-type: none"> "Prix groupé: 150 fcfa Prix individuel: 125 fcfa pour le riz paddy Riz Blanc groupé: 	+ 8 %		Pas de ventes groupées, donc pas d'évolution enregistrée sur les prix Et pas de données remontées à ce sujet

		Pas de vente en groupée • Riz blanc individuel:340 fcfa CRR et 520 fcfa ESOP Légumes, prix au Kg en vente individuelle : • piment : 375 fcfa • tomate 325 fcfa • crincrin: 150 fcfa • grande Morelle: 140 fcfa • Gombo: 185 fcfa • chou: 150 fcfa			
N° 9 : Evolution des bénéfices des ventes groupées et négociées en comparaison avec les ventes individuelles		Marge producteurs riz en vente groupée: 31 fcfa/kg Marge producteurs riz en vente individuelle: 6f CFA Volume vendu en vente groupée riz: 155T Volume vendu en vente individuelle riz: 582 T Marge producteur maraîcher:69 fcfa/kg	5		Les activités contractualisées ne permettent pas de renseigner cet indicateur

4.3.2 Bilan activités

Activités	Déroutement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	++	+	+/-	-	
1. Diagnostic, planification, suivi et évaluation participatif		X			
2 Renforcement de la capacité de gestion commerciale au niveau des faitières et leurs démembrements			X		
3 Appui aux initiatives des opérateurs privés en amont et en aval		X			
4 Appui aux activités d'information de marché de courtage et de prospection			X		
5. Appui à la planification, l'aménagement territorial et la maîtrise d'ouvrage communale			X		
6. Facilitation de l'accès aux mécanismes de crédit et appui-conseil à l'autofinancement des structures		X			
7 Appui à la structuration des opérateurs privés dans la filière et à la concertation et négociation des liens d'affaire			X		
8. Financement de micro-projets		X			

4.3.3 Analyse des progrès réalisés

Lien entre les activités et le résultat

Les activités menées, telles que reprises dans le Plan d'Action Stratégique (PAS), ont toutes été proposées et retenues par l'ensemble des partenaires. Elles ont été définies en fonction de leur pertinence pour l'atteinte du résultat auquel elles contribuent. Ainsi, pour le résultat 1, les différentes activités menées en 2010 contribuent à une meilleure articulation entre les producteurs et les acteurs du marché et à la réduction de leurs coûts et risques de transaction en aval comme en amont de la filière. Différentes mises en relation ont ainsi eu lieu :

- entre une entreprise faisant la transformation du riz (ESOP Lalo) et des hôtels-restaurants de la région ; entre ce même transformateur et des revendeuses de la région ; entre ce transformateur encore et des producteurs de riz pour améliorer son approvisionnement,
- entre une promotrice faisant la transformation du piment en poudre (CADES) et des producteurs de piment de la région,
- entre des producteurs de produits maraîchers et des grossistes (producteurs de crincri et grossistes de Cotonou, producteurs de chou et grossistes), etc.

Ces mises en relation contribuent clairement à une réduction des coûts et risques de transaction car ils permettent des relations d'affaire stables et de confiance avantageuses pour les deux parties. La participation de Fafa au Salon International de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche en novembre 2010 a également permis de nombreuses mises en relation et prises de contacts entre les partenaires et bénéficiaires de Fafa et d'autres exposants ou visiteurs du Salon. Toujours dans cet objectif de mise en relation, un accord d'exécution a été signé en Q4 afin de mettre en place une structure de concertation entre les différents acteurs des filières pour faciliter les contacts et mises en relation entre eux.

Une stratégie de commercialisation est en cours d'élaboration au Conseil Régional des Riziculteurs du Mono-Couffo (CRR-MC), devant permettre aux producteurs de mieux planifier la production et développer la commercialisation du riz local. Un accord d'exécution pour lequel la CCIB est chef de file porte sur l'appui à la promotion des produits locaux, afin de créer des réseaux d'écoulement des produits et créer des liens d'affaire entre les producteurs ou transformateurs et les commerçants.

La mise en place d'un guichet microprojets permet d'appuyer des initiatives répondant à de réels besoins dans les filières riz et maraîchage et contribuant à résoudre un goulot d'étranglement de ces filières.

Points sensibles (de réussite ou d'échec) et facteurs d'influence :

Un des points sensibles ayant des répercussions sur le rythme de mise en œuvre des Accords d'exécution concerne le partenaire principal chef de file des activités liées au résultat 1 à savoir la CCIB Mono-Couffo. En effet, ce type de partenariat est totalement nouveau pour la structure, en conséquence le mécanisme d'apprentissage et d'appropriation prend du temps. De plus, peu de compétence sont disponibles à la délégation départementale de la CCIB-MC afin de mettre en œuvre et suivre les activités dans le cadre du partenariat. La structure a été renforcée mais la durabilité de ce renforcement pose des questions. Ce renforcement venant exclusivement de Fafa à ce jour, on est actuellement dans une phase de substitution; cette phase doit rapidement être changée par un engagement substantiel du partenaire pour avoir une chance de pérennisation à la fin de l'intervention.

Résultats non prévus :

Pas de changements non prévus dans les résultats

Dynamique « Harmo » :

Il existe une véritable volonté, à Fafa, de travailler en synergie avec les autres Partenaires Techniques et Financiers (PTF) intervenant dans la région et dans les mêmes secteurs. Des réunions trimestrielles ont ainsi lieu entre tous les PTF intervenant dans la filière riz. D'autres initiatives sont également en cours afin de travailler avec d'autres acteurs de développement, par exemple avec Louvain Développement dans le cadre des guichets MIP, etc.

L'appropriation, par les partenaires directs de la Fafa, de la méthodologie de Facilité demande beaucoup de temps pour expliquer, réexpliquer et démontrer. Cette logique d'intervention, novatrice est en cours d'appropriation.

Intégration « genre » et « environnement » :

L'intégration du genre et de l'environnement apparaissent dans toutes les fiches d'activité des partenaires. Un plan d'action genre est en cours, dans sa phase 1, et qui devra être pleinement

opérationnel en 2011.

4.3.4 Risques et hypothèses

Les activités du résultat n°1 sont directement portées par les partenaires de la FAFA qui ont souvent des capacités très restreintes d'intervention et d'absorption budgétaire. Il s'agit de la CCIB, de l'URP, du CRR, du CRM pour lesquels des appuis spécifiques seront fait par la FAFA en 2011 pour renforcer leurs capacités d'intervention. Ces renforcements sont à adapter en fonction des problématiques spécifiques rencontrées par chaque structure.

4.3.5 Critères de qualité

Critère	Score	Commentaires
Efficacité	B	
Efficience	C	Les montants dépensés sont importants par rapport aux résultats obtenus à la fin de l'année 2010 Ceci s'explique par plusieurs causes. Tout d'abord, la phase opérationnelle ayant démarré en 2010, avec la signature des premiers accords d'exécution à la fin mars 2010, il n'y a pas eu d'activité en Q1 Ensuite, la vitesse de mise en œuvre des accords d'exécution par les partenaires a dans un premier temps été faible, en effet l'approche de Facilitation étant nouvelle, il a fallu du temps afin que ces derniers se l'approprient pleinement. L'année 2010 a de plus été une année de création et de mise en place de certains outils, ce qui a court terme donne peu de résultats visibles. Cependant, il apparaît que les partenaires maîtrisent, à la fin 2010, de manière satisfaisante les procédures, outils et l'approche de FAFA, ce qui laisse supposer qu'en 2011 le niveau d'efficience sera plus élevé.
Durabilité	C	La question de la durabilité est au centre des préoccupations de FAFA, en effet il est fondamental que les différentes actions menés dans le cadre de FAFA perdurent après le départ de la Facilité Pour ce critère, tous les partenaires ne sont pas au même niveau : la CCIB représente en effet un grand défi en termes de durabilité.

4.3.6 Exécution budgétaire

Le rapport financier se trouve en annexe n°3.

Elément	Activités composante 1 (€)					Activités composante 1 (millier FCFA)				
	Q1	Q2	Q3	Q4	T 2010	Q1	Q2	Q3	Q4	T 2010
Prévision	10 890	56 020	76 520	126 830	270 260	7 143	36 747	50 194	83 195	177 279
Réalisation	8 960	41 505	14 753	170 367	235 584	5 877	27 225	9 677	111 753	154 533
Taux d'exécution	82%	74%	19%	134%	87%	82%	74%	19%	134%	87%

Les prévisions budgétaires (270 260€) courant année 2010 pour la composante 1 ont été réalisées à 87%. Le risque pour le taux de décaissement est faible par rapport à l'exécution actuelle. Cette situation est essentiellement due à l'opportunité saisie par la Facilité en accompagnant les partenaires

et certains promoteurs des produits maraichers et rizicoles au salon international de l'agriculture et de la pêche.

Toutefois les partenaires doivent porter une attention aux instruments et procédures mises en place par la facilité afin d'améliorer leur taux de consommation

4.3.7 Leçons apprises et recommandations

Décisions	Source	Qui	Temps	Etat
Appuyer les actions de communication autour du riz Délice promu par ESOP Lalo, en lien avec ETD	4 3 2	CCIB-ETD-ESOP	Q4	Réalisé à travers la mise en œuvre
Associer au démarrage le CA MIP dans la mise en œuvre des autres activités de la CCIB	4 3 2	CCIB	Q4	Réalisé
Supervision des activités par la DFAESE (Département Formation, Animation Economique Sectorielle et Etudes/CCIB)	4 3 2	CCIB	Q4	Pas encore réalisé

Recommandation	Source	Qui	Deadline
Recruter une compétence en comptabilité au niveau de l'annexe régionale de la CCIB Mono Couffo pour la gestion des fonds mis à disposition	4 3 2	CCIB	Mars 2011
Recruter une compétence technique pour aider le C/SAD dans la mise en œuvre et le suivi des accords d'exécution	4 3 2	CCIB	Mars 2011
Mettre en place et animer un système d'information commerciale	4 3 2	Tous les partenaires	2011

Les leçons apprises sont répertoriées dans le tableau ci-dessous :

Leçons apprises	Public	Capitalisation dans cycle de projet
Une sensibilisation des partenaires sur la facilitation est indispensable pour l'appropriation du concept afin de garantir la l'adhésion et la disponibilité des acteurs dans la mise en œuvre.	Les partenaires et les médias	A prévoir avant d'envisager le renforcement des capacités des partenaires

4.4 Résultat 2 : Les producteurs et transformateurs adaptent leurs méthodes de production aux opportunités de marché et améliorent leur maîtrise des charges d'exploitation, pour une production durable et respectueuse de l'environnement

4.4.1 Indicateurs

Résultat 2 : Les producteurs et transformateurs adaptent leurs méthodes de production aux opportunités de marché et améliorent leur maîtrise des charges d'exploitation, pour une production durable et respectueuse de l'environnement						Progrès : B
Indicateurs	E	G	Baseline	Valeur cible 2010	Progrès année N	Commentaires
N° 10 : Taux d'accroissement des productions agricoles maraîchères et rizicoles			Nombre d'exploitants riz: 3 437 Nombre d'exploitants maraîchers: 21 140 Productions riz: 1 717 T Tomate: 29 260 Oignon: 4 691 Piment: 1 429 Crinclin et Grande Morelle: 2003 Chou: 600 Gombo: 4 544	Accroissement de 10%		L'intervention en 2010 n'a pas encore agit sur la production des différentes cultures. C'est une année de mise en route de différents accords de recherche-action dont les résultats permettront d'améliorer les volumes de production les années prochaines et au-delà de la durée de vie de la FAFA
N° 11 : Taux d'accroissement des rendements			Rendement riz: 2,5 T/ha Tomate: 6 T/ha Oignon: 20 T/ha Piment: 0,5 T/ha Grande morelle: 3 T/ha Crinclin: 1,6 T/ha Chou: 37 T/ha Gombo: 2,35 T/ha	Accroissement de 10%		L'intervention en 2010 n'a pas encore agit sur la production des différentes cultures. C'est une année de mise en route de différents accords de recherche-action dont les résultats permettront d'améliorer les rendements les années prochaines et au-delà de la durée de vie de la FAFA
N° 12 : Augmentation de la productivité annuelle des unités de transformation			Capacité actuelle des unités de décorticage: 1,8 T/J Volume transformé 2009: 700 T de paddy (abstraite des transformations individuelles restées méconnues)	Accroissement de 35%		Les actions financées sont au démarrage. Il s'agit des deux MIP CCIB (ESOP Lalo et CADES) qui renseigneront sur cet indicateur en 2011. Les unités de transformation ne sont pas encore installées.
N° 13 : Proportion de la production commercialisée conforme aux critères de qualité appliqués et aux besoins des consommateurs			67 Tonnes soit 3% (cas d'ESOP uniquement) Taux de brisure: 40 % 2% pour les produits maraîchers	Augmentation de 10% pour le riz et 3% pour le maraichage	+3% pour le riz	Seule l'ESOP Lalo reste dans cette démarche qualité. Les actions financées pour le CRR n'ont pas encore de résultats probants à ce jour. Pour ce qui est du maraichage la situation n'a pas changé. Pas d'action démarche qualité menée à ce jour. Les années prochaines permettront de disposer de données pour cet indicateur.
N° 14 : Réduction des coûts de production du			Cout de production riz paddy: 209 fcfa/kg	Baisse de 10%		En raison des fortes inondations, les coûts de production ont fortement

riz et des principaux produits maraichers			Tomate: 255 fcfa/kg Piment: 220 fcfa/kg Oignon: 70 fcfa/kg crincrin: 115 fcfa/kg Grande morelle: 95 fcfa/kg Chou 135 fcfa/kg Gombo: 60 fcfa/kg			augmenté
N° 15 : Participation des femmes dans ces filières au niveau des organes de direction des groupements et faitières		X	Les femmes au niveau des faitières représentent 5% dans les organes de direction, tandis qu'au niveau des groupements à la base, ce taux est de 15%			Pas d'évolution de cet indicateur
N° 16 : Accès foncier pour les femmes		X	Accès des femmes à la terre est 33%			Pas d'évolution de cet indicateur
N° 17 : Utilisation de pesticides sur les légumes	X X		100 % des producteurs pulvérisent 1 fois par semaine des pesticides sur les cultures Inexistence des bio-pesticides dans le Mono Couffo			Action en cours. Indicateurs mesurables en 2011 Situation inchangée Pas de bio-pesticides mis en test en 1° phase (contenu dans accord IITA).

4.4.2 Bilan activités

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	++	+	+/-	-	
1- Diagnostic de la situation et des acteurs de la production, définition des rôles, planification et suivi participatif des activités de renforcement de la compétitivité		X			
2- Renforcement de la capacité de gestion de la productivité et compétitivité au sein des groupements de producteurs et de leurs faitières			X		
3- Renforcement de la capacité d appui conseil et de suivi du CeRPA et ses démembrements communaux		X			
4 - Renforcement des capacités de recherche action participative en appui aux filières riz et maraichage		X			
5- Appui à la planification, l'aménagement territorial et la maîtrise d'ouvrage communale des investissements publics dans la compétitivité des filières				X	La facilité a pris du temps pour l'élaboration de la méthodologie de mise en œuvre des investissements communaux en lien avec le PAPDC. La phase opérationnelle démarre en Q1.2011.
6 - Facilitation de l'accès aux mécanismes de crédit, fonds de microprojets, et appui-conseil à l'autofinancement des structures		X			
7- Appui à la structuration des producteurs et la concertation avec les structures d'encadrement et la recherche				X	La fiche d'activité concernant cette action n'est pas bouclée par le partenaire. Nous envisageons le bouclage du processus de validation de cette action et son lancement en Q1.2011

4.4.3 Analyse des progrès réalisés

Lien entre les activités et le résultat

Les activités menées dans cette composante, ont permis de mettre en place et de rendre

opérationnelle le guichet MIP, d'assurer un renforcement des capacités institutionnelles des partenaires des filières riz et maraîchage, pour une mise en œuvre conséquentes des premiers accords d'exécution qui sont signés avec eux

Des pôles de compétitivité des systèmes de production permettant à terme d'accroître les rendements de productions et d'obtenir des produits sains de bonne qualité, sont mis en chantier Il s'agit notamment de :

- La mise en œuvre des tests de démonstration ou de recherche action pour générer des technologies innovantes à la compétitivité des systèmes de productions : réduction de l'utilisation de pesticides en maraîchage, gestion de l'utilisation de l'eau avec des systèmes de micro-irrigation.
- L'organisation d'une visite échange d'expériences sur la micro-irrigation à base d'énergie solaire. Ceci dans l'objectif de prospecter les innovations existantes dans le domaine afin de le reproduire ou de l'adapter dans le Mono et le Couffo pour les systèmes maraîchers
- La réalisation d'un complexe magasin et aire de séchage/battage de riz dans le village de Houinga (Commune de Houéyogbé) parallèlement à la finalisation de la stratégie d'intervention pour la mise en œuvre des investissements communaux, est une réponse prompte à la demande du groupement villageois de riziculteurs de ladite localité, qui subit d'énorme perte post-récolte causées par les conditions défavorables de stockage
- Le financement de 8 microprojets dans le domaine du renforcement des moyens de production en riz et maraîchage.

Points sensibles (de réussite ou d'échec) et facteurs d'influence :

L'élaboration et la mise en œuvre des outils d'opérationnalisation des instruments de facilitation, et leur appropriation progressive par les partenaires clés de la facilitation La faible capacité des partenaires et la lenteur de réaction pour la mise en œuvre des actions est un facteur pouvant influencer négativement l'atteinte des résultats attendus d'eux

La faible capacité en maîtrise d'ouvrage de certains partenaires clés, limite la bonne gestion des contrats de service qu'ils ont conclus avec des prestataires de la recherche-action ; ce qui a pour conséquence le refinancement pour la reprise des mêmes activités

Le dysfonctionnement intervenu au niveau du guichet MIP URP a affecté négativement les usagés qui à un moment donné ne croyait plus à son fonctionnement. Une nouvelle sensibilisation de masse et la présence au poste du CA/MIP viendront corriger ce dysfonctionnement.

La prompte réaction de la FAFA aux difficultés de conservation/stockage du riz au niveau du groupement des riziculteurs du village de Houinga-Houégbé de la commune de Houéyogbé a été fortement appréciée par les populations et la Mairie de la localité. La réalisation de cette infrastructure a induit une augmentation de la production qui est passée de 39 tonnes de riz paddy en 2009 à plus de 80 tonnes au cours de la saison 2010 Le comité de gestion de cette infrastructure est accompagné par FAFA pour assurer la pérennité et le fonctionnement de l'ouvrage La mise en relation des producteurs avec une entreprise de collecte et transformation qui est faite par FAFA permettra de valoriser au mieux l'infrastructure et de dynamiser les producteurs en leur assurant un débouché à leur production.

Résultats non prévus :

Pas de changements non prévus dans les résultats

Dynamique « Harmo » :

Plusieurs initiatives d'harmonisation fonctionnent entre la FAFA et les autres acteurs de développement. Il s'agit notamment de :

- L'activité 273 du PAS FAFA objet d'accords d'exécution entre la FAFA et la DIFAOP/CeRPA pour la mise en synergie des acteurs intervenant dans le conseil agricole au niveau des riziculteurs et

- maraichers du Mono-Couffo. Cette activité est dans sa phase active,
- La FAFA est membre et participe au cadre de concertation des acteurs intervenant dans l'aménagement des bas-fonds mis en place par le PAFIRIZ : Mise en place et renseignement périodique d'une matrice des interventions afin d'éviter des doublons,
 - La FAFA est membre et participe au comité de présélection et de sélection des promoteurs bénéficiant des projets d'aménagement des bas-fonds pour la production rizicole, mis en place par PAFIRIZ,
 - L'élaboration de la méthodologie d'appui aux investissements communaux pour la promotion des filières riz et maraichage est faite en lien avec le PAPDC et d'autres acteurs intervenants dans l'accompagnement à la maîtrise d'ouvrage communale. Ce troisième instrument de la FAFA sera opérationnelle dès janvier 2011 avec une implication conséquente du PAPDC

Intégration « genre » et « environnement » :

Un accent particulier est mis sur ces deux aspects transversaux dans les fiches d'activités des partenaires et les résultats de la prise en compte sont attendus pour les prochains mois. Cependant nous pouvons déjà énumérer quelques actions à savoir :

- Le facteur genre a été déterminant dans l'étude du dossier de demande de construction d'un magasin à Houinga-Houégbé. Ce groupement villageois comprend 66% de femmes (23 femmes sur un effectif total de 35) plus spécialisées dans les activités récolte, battage, séchage et stockage du riz dans leurs différentes cases au grand bonheur des déprédateurs des cases,
- L'activité 233 sur le contrôle de l'utilisation des pesticides, objet de l'accord d'exécution entre la DRC/CeRPA et la FAFA, l'activité 249 sur la lutte intégrée et l'utilisation des bio-pesticides objets d'accord d'exécution entre le CRM et la FAFA mis en œuvre par l'IITA, l'activité 245 sur l'utilisation de filets de protection anti-insectes sur le maraichage mis en œuvre par l'INRAB/CIRAD font partie des actions qui à terme permettront de réduire sensiblement les taux de pollution des nappes et l'intoxication alimentaire.

4.4.4 Risques et hypothèses

Risques et hypothèses	Niveau actuel				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
1- Faible capacité de gestion des partenaires			X		Lacunes important dans les capacités de gestion des partenaires : appui approprié de FAFA à ce niveau
2- Faible capacité de suivi des partenaires			X		Lacunes important dans les capacités de suivi des partenaires : appui approprié de FAFA à ce niveau
3- Conflit d'intérêt et de leadership entre les partenaires OPA			X		Tensions fortes entre OPA pendant la période des élections : difficultés de travail en synergie.
4 – dysfonctionnement au niveau du guichet MIP producteurs		X			
5- faible capacité de gestion de maîtrise d'ouvrage		X			
6- Ressources humaines insuffisante au niveau de la composante 2			X		Nombre élevé de partenaires à accompagner par le Chargé de facilitation OP, il a été jugé nécessaire de recruter un Assistant au Chargé de facilitation OP

4.4.5 Critères de qualité

Critère	Niveau actuel					Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	X	
Efficacité		x				
Efficience			x			L'approche facilitée nécessite un apprentissage des partenaires pour lesquels il faut reprendre parfois les mêmes activités pour lesquelles les ressources avaient été mobilisées.
Durabilité			x			La facilité n'est qu'au début de mise en œuvre des outils élaborés. La phase de croisière prendra en compte les éléments de l'EMP afin de viser plus de durabilité au travers de chaque action.

Score :

A Très satisfaisant: Aucun effort supplémentaire n'est requis

B satisfaisant: Davantage d'efforts doivent être fournis

C insatisfaisant : prendre des mesures est nécessaire

D très insatisfaisant:: prendre des mesures est indispensable

X : le critère ne pouvait être mesuré

Lorsque l'évaluation d'un critère de suivi aboutit à un 'C' ou à un 'D', il y a lieu de proposer des recommandations (voir 4.2.6)

Lorsque l'évaluation d'un critère de suivi aboutit à un 'X', il y a lieu d'expliquer la raison pour laquelle ledit critère n'a pas été évalué

4.4.6 Exécution budgétaire

Le rapport financier se trouve en annexe n°3

Elément	Activités composante 1 (€)					Activités composante 1 (millier FCFA)				
	Q1	Q2	Q3	Q4	T 2010	Q1	Q2	Q3	Q4	T 2010
Prévision	41 230	114 180	170 590	125 540	451 540	27 045	74 897	111 900	82 349	296 191
Réalisation	11 993	91 709	83 685	116 174	303 561	7 867	60 157	54 894	76 205	199 123
Taux d'exécution	29%	80%	49%	93%	67%	29%	80%	49%	93%	67%

Au cours de l'année 2010, les réalisations financières de la composante 2 s'élèvent à 303 651 € pour un taux d'exécution de 67% par rapport à la prévision initiale qui était de 451 540 €. La faiblesse notée ici est de deux ordres :

- 1- La mise à disposition des fonds dans le cadre de la maîtrise d'ouvrage communale n'a pas été effective à cause du besoin de temps complémentaire pour ajuster la méthode d'intervention entre la FAFA et le PAPDC
- 2- Les activités relatives à l'appui à la structuration des producteurs et la concertation avec les structures d'encadrement et la recherche n'ont pas été activées comme prévues.

4.4.7 Leçons apprises et recommandations

Les décisions et recommandations sont répertoriées dans les tableaux ci-dessous :

Décisions	Source	Qui	Temps	Etat
Ressource humaine complémentaire au niveau de la composante 2.	4 4 2	UG FAFA	Q3	Réalisé : recrutement d'un Assistant au Chargé de facilitation OP
Remplacement du CA MIP du guichet MIP/URP (absence due à un long congé maladie)	4 4 2	URP	Q2 et Q3	Remplacement temporaire par un agent intérim

Recommandation	Source	Qui	Deadline
Pouvoir avant fin Janvier 2010 le poste de CA/MIP URP et prendre des mesures pour garantir sa stabilité dans le temps	4 4 2	URP	Q1 2011
Renforcer les capacités des partenaires en planification et suivi-évaluation des activités	4 4 2	FAFA	Q1 à Q3 2011
Renforcer les capacités des partenaires en maîtrise d'ouvrage pour une meilleure gestion des accords d'exécution	4 4 2	FAFA	Permanent
Renforcer le suivi des activités des partenaires dans le cadre de la gestion des accords d'exécution, et des contrats de service avec d'autres prestataires	4 4 2	FAFA	Permanent

Les leçons apprises sont répertoriées dans le tableau ci-dessous :

Leçons apprises	Public	Capitalisation dans cycle de projet
Approche Facilitation demande beaucoup de temps et de renforcement de capacités car les activités sont mises en œuvre par les partenaires qui ont peu de capacités d'intervention	Structures partenaires de la FAFA	Prévision de renforcement des capacités en planification, suivi et en maîtrise d'ouvrage à faire dès la planification annuelle Adaptation du rythme de la FAFA aux capacités des partenaires
Le dysfonctionnement intervenu au niveau du guichet MIP/URP, et qui dû à l'absence du CA/MIP à son poste pour raison de maladie prolongée, est une insuffisance du partenaire qui est resté longtemps indécis sur la situation, car ne maîtrisant pas la loi sur le code du travail dans pareil cas.	URP	Prévision sur le renforcement en gestion des ressources humaines

4.5 Résultat 3 : Un cadre de politique de promotion des filières efficace s'est mis en place avec des structures de concertation et de pilotage au niveau central et régional et des instruments méthodologiques validés

4.5.1 Indicateurs

Résultat 3 : Un cadre de politique de promotion des filières efficace s'est mis en place avec des structures de concertation et de pilotage au niveau central et régional et des instruments méthodologiques validés						Progrès : B
Indicateurs	E	G	Baseline	Valeur cible 2010	Progrès année N	Commentaires
N° 18 : Fonctionnalité de la Plate Forme d'appui technique aux filières riz et maraîchage (PTAFRM)			Plate forme mise en place et fonctionne à 57 %	Meilleur fonctionnement vers 70%	50 %	aucune plénière de Plateforme ne s'est tenue en 2010; aucune recommandation n'a été émise; seul le groupe restreint a été rencontré par l'évaluation mi-parcours

4.5.2 Bilan activités

Activités	Déroulement				Commentaires (uniquement si la valeur est -)
	++	+	+/-	-	
1- Diagnostic de la situation et des acteurs de la production, définition des rôles, planification et suivi participatif des activités de renforcement de la compétitivité					activités à portée nationale et institutionnelle transférées à AIMAEP
2 - Appui à la mise en place d'une structure régionale de pilotage de la politique de promotion des filières agricoles et développement d'instruments de gestion			x		la qualité du fonctionnement de la Plateforme a diminué
3 - Appui à la mise en place de structures faitières ou réseaux nationaux des acteurs des filières riz et maraîchage					activités à portée nationale et institutionnelle transférées à AIMAEP
4 - Appui aux mécanismes de suivi et observation des filières			x		le Suivi-Evaluation FAFA - Partenaires n'est pas encore opérationnel
5 - Appui à la mise en place de cadres intégrés de contrôle					activités à portée nationale et institutionnelle transférées à AIMAEP

4.5.3 Analyse des progrès réalisés

Lien entre les activités et le résultat

Depuis la relecture du Résultat 3 FAFA, celui-ci se concentre sur deux activités: la concertation et le suivi-évaluation.

Concertation

Il n'existe pas de cadre de concertation filière en général au niveau régional (un cadre était prévu au niveau national mais n'a pas été mis en place).

Il existe un cadre régional de concertation filière riz en lien avec le niveau national: ce cadre permet

des rencontres et des coordinations des actions, y compris avec d'autres projets exécutés par la CTB comme PAFIRIZ.

La Plateforme Technique d'Appui aux filières riz et maraîchage (PTAFRM) créée par Fafa s'est fortement impliquée la première année (2009) pour accompagner le diagnostic participatif initial puis le Plan d'Action Stratégique mais en 2010 seules des réunions du groupe restreint se sont tenues, pour valider les étapes importantes de Fafa telles que la validation des Manuels de Gestion des Accords d'exécution et des microprojets ainsi que la validation de nouvelles fiches d'activités avec les Partenaires.

Cette Plateforme permet de garder à Fafa son caractère participatif. Mais Fafa n'a pas comme vocation de créer un cadre régional filières. Ce mandat est du ressort de la tutelle via les CeRPA ou supra MAEP au vu du caractère multi-acteurs d'une filière (cf composante 3 AIMAEP "Le MAEP est reconnu comme un acteur dynamique et actif par les autres acteurs dans la promotion des filières agricoles")

Suivi-évaluation

Fafa a beaucoup travaillé depuis fin 2009 à la mise en place de son système de suivi-évaluation (relecture du cadre logique, des indicateurs, ligne de base, manuel de suivi-évaluation, indicateurs dans les fiches d'activité avec les partenaires et dans les microprojets, formation des points focaux des partenaires ...). Cependant au terme de 2010 force est de constater que le renseignement des indicateurs par les Partenaires stratégiques ("Progrès année N") est très incomplet.

Trois raisons:

- 1 Le volume des activités 2010 reste faible (quelques activités à travers les accords d'exécution avec les partenaires et financement tardif des microprojets);
- 2 Les statistiques ne sont pas tenues par les organisations filières et faitières et les autres partenaires Fafa.
- 3 Priorité a été donnée au Manuel de Suivi-évaluation qui est un support théorique difficilement assimilable par les partenaires au détriment de supports simples facilement et directement utilisables.

Points sensibles (de réussite ou d'échec) et facteurs d'influence :

Résultats non prévus :

Pas de changements non prévus dans les résultats

Dynamique « Harmo » :

Les concertations entre partenaires dans le même domaine d'intervention existent; elles permettront de mieux répartir les activités et éviter les doublons; mais l'harmonisation des modes d'intervention est un défi qui sera difficile à relever.

Intégration « genre » et « environnement » :

4.5.4 Risques et hypothèses

Risques et hypothèses	Niveau actuel				Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	
concertation entre partenaires filières		x			d'avantage d'efforts doivent être fournis; la dynamique concertation riz est présente et doit être renforcée; la concertation maraîchage doit s'en inspirer; un des objectifs est d'éviter les doublons d'appuis et de répartir celui-ci au mieux; dans appuis sont incluses les ressources humaines (paiement du personnel permanent et clarification des cahiers des charges des animateurs) et logistiques
suivi-évaluation			x		un effort substantiel devra être fourni par Fafa pour produire via ses partenaires des informations claires, précises et simples au cours de 2011 pour arriver à renseigner les indicateurs d'activités et de résultats pour N + 1

4.5.5 Critères de qualité

Critère	Niveau actuel					Commentaires (uniquement si la valeur est C ou D)
	A	B	C	D	X	
Efficacité			x			même si le R3 FAFA s'est redimensionné sur le niveau régional et sur son propre suivi-évaluation, les concertations surtout en vue de connaître les différentes interventions auprès de chaque partenaire FAFA doivent être améliorées; il en est de même concernant le suivi-évaluation
Efficience					x	il faudra être très attentif aux capacités FAFA de <u>suivi</u> des activités quand leur volume va croître sur le terrain (surtout les microprojets et les investissements communaux)
Durabilité					x	le suivi-évaluation FAFA ne doit pas être durable mais doit s'intégrer dans le suivi-évaluation du MAEP; la durabilité des plateformes de concertation filières doit être discutée au-delà de la compétence FAFA

Score :

A Très satisfaisant: Aucun effort supplémentaire n'est requis

B satisfaisant: Davantage d'efforts doivent être fournis

C insatisfaisant : prendre des mesures est nécessaire

D très insatisfaisant:: prendre des mesures est indispensable

X : le critère ne pouvait être mesuré

Lorsque l'évaluation d'un critère de suivi aboutit à un 'C' ou à un 'D', il y a lieu de proposer des recommandations (voir 4 2 6)

Lorsque l'évaluation d'un critère de suivi aboutit à un 'X', il y a lieu d'expliquer la raison pour laquelle ledit critère n'a pas été évalué.

4.5.6 Exécution budgétaire

Le rapport financier se trouve en annexe n°3

Elément	Activités composante 1 (€)					Activités composante 1 (millier FCFA)				
	Q1	Q2	Q3	Q4	T 2010	Q1	Q2	Q3	Q4	T 2010
Prévision	43 000	43 000	43 000	43 000	172 000	28 206	28 206	28 206	28 206	112 825
Réalisation	43 464	41 428	39 566	41 700	166 158	28 510	27 175	25 953	27 354	108 992
Taux d'exécution	101%	96%	92%	97%	97%	101%	96%	92%	97%	97%

Cette composante a connu une exécution du budget à 97% par rapport à une prévision de 172 000 €. Elle est essentiellement composée du salaire du coresponsable et des activités de suivi évaluation. En juin 2010, la SMCL, suivant les orientations du secteur agricole a adopté le transfert de certaines activités ainsi des ressources financières sous cette composante au profit du projet AIMAEP

4.5.7 Leçons apprises et recommandations

Les décisions et recommandations sont répertoriées dans les tableaux ci-dessous :

Recommandation	Source	Qui	Deadline
mettre en place un système pour produire via ses partenaires des informations claires, précises et simples au cours de 2011 pour arriver à renseigner les indicateurs d'activités et de résultats pour N + 1	4.5.3	FAFA	31/12/2011

5 Bénéficiaires

Les bénéficiaires directs de FAFA sont les acteurs économiques individuels des filières au niveau régional :

- Les producteurs et productrices de riz et de maraîchage
- Les transformateurs et transformatrices de riz et de produits maraîchers
- Les opérateurs privés de l'amont et de la commercialisation

Les partenaires stratégiques sont :

- CCIB, CeRPA, CIA, CRM, CRR, URP

	changements positifs ou négatifs	implication dans décision	prise en compte attente et besoins	autres éléments de satisfaction
bénéficiaires directs	pas encore de changement positif; risque de découragement de la part de ceux qui ont introduit d'anciennes demandes de financement	les bénéficiaires directs sont représentés dans le Comité d'Etude et de Validation des Microprojets	le nombre de mips financés est encore très faible (12)	
partenaires stratégiques	positif: beaucoup de sollicitation par FAFA donc beaucoup d'implication négatif: pas de différence avec un projet "classique"	oui à travers le Comité Restreint de la Plateforme	les attentes financières trop importantes des partenaires ne sont pas prises en compte (contraire à l'approche)	FAFA est considéré comme approche innovante

6 Suivi des décisions prises par la SMCL

Au cours de l'année 2010, trois SMCL ont eu lieu pour la FAFA :

- le 10 février pour la présentation du rapport 2009 et pour l'approbation de la programmation 2010,
- le 17 juin pour la présentation du cadre programmatique agricole et pour les changements budgétaires à opérer entre FAFA MC et AIMAEP. Aussi, cette SMCL extra ordinaire a concerné les projets FAFA MC et AIMAEP,
- le 5 octobre pour la présentation du rapport du 1^o semestre 2010 et pour l'approbation de la programmation du second semestre 2010. Pour la première fois, cette SCML a été conjointe à 3 projets agricoles de la CTB au Bénin (FAFA MC, FAFA AD, AIMAEP). L'objectif était d'aller vers une organisation en programme agricole

Les 8 recommandations formulées par la SMCL du 10 février ont été toutes prises en compte et présentées lors de la SMCL du 5 octobre

La modification budgétaire entre les projets FAFA et AIMAEP a été adoptée par la SMCL extraordinaire du 17 juin. La mise en œuvre a été faite immédiatement au niveau de la FAFA. Cependant, l'Echange de Lettres entre les parties pour modifier les conventions spécifiques des projets FAFA Mono Couffo et AIMAEP n'ont pas encore été réalisés

Les 6 recommandations formulées par la SMCL du 5 octobre ont été mises en œuvre à 50 %. Le reste est en cours de mise en œuvre et sera présenté à la prochaine SMCL de début d'année 2011.

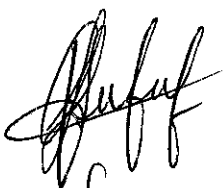
La FAFA a établi un tableau de suivi des recommandations qui capitalise toutes les recommandations faites au projet, en provenance de la SMCL, des missions annuelles SE, des missions annuelles d'audit des comptes, de la Plate Forme d'appui technique, de la Représentation, des différentes missions et de l'équipe elle-même. La revue bimensuelle de tableau permet une bonne traçabilité et un suivi régulier des recommandations.

A noter que FAFA dispose de missions annuelles de suivi-évaluation (sur les 5 années) qui sont faites sous forme de backstopping par le bureau d'étude SOFRECO. Aussi, les recommandations données par cette mission annuelle sont prises en compte dans l'opérationnalité des actions (et intégrées au tableau de suivi des recommandations)

Au cours du mois d'août 2010, la FAFA a reçu une mission d'évaluation externe des projets FAFA Mono Couffo et AIMAEP, commanditée par le Ministère belge des Affaires Etrangères (DGD). Les recommandations qui ont été formulées ont été mises en œuvre sur les 3 composantes du projet.

Enfin, une mission d'évaluation à mi parcours est intervenue en fin décembre 2010. Les recommandations formulées seront intégrées de manière opérationnelle dès le Q1 2011


PATRICK LEVAUX
CORESPONSABLE


Likirou Oluotani
Responsable FAFA

7 Annexes

1 *Cadre Logique FAFA MC*

2 *Activités M&E en 2010*

mars	atelier de restitution du système de suivi-évaluation FAFA
mai	analyse par SOFRECO/Golf du SE FAFA
août	analyse par mission DGD du SE FAFA
octobre	formation des points focaux des partenaires en SE
novembre	finalisation du Manuel de SE FAFA
décembre	analyse par mission EMP du SE FAFA
décembre	sollicitation des partenaires pour l'actualisation des indicateurs pour l'année 2010

CADRE LOGIQUE FAFA 2009- 2013

Logique d'intervention		Indicateur de resultat (IOV)	Sources de vérification	Conditions de réalisation		
	N°					
Objectif Global	1	Augmenter la sécurité alimentaire et les revenus de la population rurale associée aux filières riz et maraîchage dans le cadre d'une politique nationale de promotion des filières	Contribution des filières riz et maraîchage à la couverture des besoins alimentaires et nutritionnels (Chez les bénéficiaires de l'appui FAFA): - diminution de l'insécurité alimentaire (IA) - diminution de la malnutrition chronique (MC) chez les enfants de 6 à 59 mois - diminution de l'insuffisance pondérale (IP) chez les enfants de 6 à 59 mois	Rapport annuel de sécurité alimentaire CeRPA		
			2	Accroissement des revenus des bénéficiaires de l'appui de FAFA (riculteurs, maraîchers, commerçants riz et maraîchage, transformateurs riz)	Rapport d'étude sur la distribution des revenus dans la filière entre les différents maillons en 2009 et 2013	
Objectif Spécifique	3	Renforcer les capacités et l'articulation effective des acteurs privés et publics afin d'améliorer la productivité et la rentabilité des filières riz et maraîchage dans le Mono-Couffo.	Augmentation de 50 % de la quantité de riz sur les marchés	Statistiques de commercialisation des groupements et faitières	Les coûts des produits et des intrants et équipements importés restent compatibles avec la recherche de la compétitivité	
			4	Augmentation de 30 % de la quantité de produits maraîchers sur les marchés	Rapport d'enquêtes auprès des producteurs de riz et maraîchage en 2009 et en 2013	l'approche filière est appropriées et mise en ratiqae par les structures d'encadrement en partenariat avec les acteurs privés
Résultat 1	5	Les producteurs et les opérateurs du marché ont amélioré leur articulation et réduit leurs coûts et risques de transaction en aval comme en amont de la filière.	20 accords de partenariat public - producteur - privé exécutés dans le cadre de la FAFA			
			6	Augmentation d'au moins 50 % du volume de riz mis sur le marché en vente groupée ou négociée		Le gouvernement a pris des mesures pour faciliter l'importation des intrants non coton
			7	Augmentation d'au moins 5 % du volume de maraîchage mis sur le marché en vente groupée ou négociée		un minimum critique d'opérateurs privés se structure pour investir
			Au moins 35% du nombre de producteur de riz et 5% du nombre de producteurs de produits maraîchers participent à la vente groupée dans le Mono Couffo			
			Au moins 10 nouveaux accords de partenariat ont été noués entre opérateurs privés et producteurs			

	Logique d'intervention	N°	Indicateur de résultat (IOV)	Sources de vérification	Conditions de réalisation		
Résultat 2	Les producteurs et transformateurs adaptent leurs méthodes de production aux opportunités de marché et améliorent leur maîtrise des charges d'exploitation	8	Les prix des produits en vente groupée sont supérieurs d'au moins 10 % par rapport à la vente individuelle	Suivi de la formation du prix et des charges au niveau de la filière par l'observatoire de la filière et les acteurs			
		9	100 % des producteurs qui pratiquent la vente groupée voient leurs bénéfices augmenter de 10 % par rapport à la vente individuelle	Evolution globale par le suivi des surfaces emblavées annuellement (CeRPA et organisations)	Le gouvernement a pris des mesures pour faciliter l'importation des intrants non coton		
		10	35 % des exploitations agricoles touchées par la Facilité ont augmenté leur production de 15 %	Rapport Statistiques de commercialisation des groupements et faitières	un minimum critique d'opérateurs privés se structure pour investir		
		11	Augmentation des rendements de plus de 15%	Rapport Statistiques de l'évolution des charges d'exploitation			
		12	Augmentation d'au moins 35 % du volume de riz transformé par an				
		13	Augmentation d'au moins 30 % du volume de riz vendu sous appellation "qualité"				
			Le taux de brisure maximum est de 20%				
			Augmentation d'au moins 10 % des produits maraichers sur le marché sont définis "qualité"				
		14	Les coûts de production pour chaque culture sont réduits de 20 % auprès d'au moins 30 % des producteurs touchés par la Facilité				
		15	Au moins 25 % des femmes dans les organes de direction des groupements et faitières				
		16	Augmentation de 20 % des femmes ayant accès au foncier ayant bénéficié de l'intervention de FAFA				
		17	Au moins 50% des producteurs formés ont réduit l'utilisation de pesticides				
			Au moins 50% des producteurs formés utilisent uniquement des pesticides spécifiques aux légumes				
			Au moins 2 biopesticides ont été testés et sont diffusés après des producteurs formés				
		18	Un cadre de politique de promotion des filières efficace s'est mis en place avec des structures de concertation et de pilotage au niveau central et régional et des instruments et méthodologies validés	<p>La PFTAFRM organise les ateliers annuels de validation et de planification des plans d'action de la Facilité et ses partenaires</p> <p>La PFTAFRM se réunit en session ordinaire une fois par trimestre</p> <p>Au moins 2/3 des membres sont présents à toutes les réunions statutaires</p> <p>Chaque réunion de la PFTAFRM fait l'objet d'un rapport et d'un procès-verbal signé par tous les membres</p> <p>Le Groupe Restreint de la PFTAFRM participe à toutes les réunions sollicitées par FAFA</p> <p>La PFTAFRM propose au moins 3 recommandations à FAFA, au CTOS ou à la SMCL, dans le cadre de la mise en œuvre de la Facilité</p> <p>La PFTAFRM participe au processus d'évaluation participative de FAFA, avec le prestataire spécialisé, afin de dégager les priorités de la campagne suivante</p>	Document de constitution et procès verbaux de tenue de séance ordinaire ou extraordinaire	les structures de MAEP adaptent leurs fonctions à la promotion des filières	
		Résultat 3					

3 : Rapport « Budget versus Actuels (y - m) »

Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of BEN0401111

Project Title : **Projet d'appui aux filières de production agricole dans les départements du Mono et du Couffo**

Budget Version : **F1**

Currency : **EUR**

YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : **31/12/2010**

	Status	Fin Mode	Amount	Start to	2007	2008	2009	Expenses	Total	Balance	% Exec
A. COMPOSANTE D'APPUI A LA DYNAMISATION ET											
01	Composante d'appui à la dynamisation et à		5,826,223,00				318,835,35	705,302,31	1,024,135,87	2,802,087,13	27%
			1,476,500,00				83,184,96	205,583,80	318,768,79	1,153,131,21	22%
	01 Diagnostic, planification, suivi et évaluation	REGIE	50,000,00				54,834,03	0,00	54,834,03	-4,834,03	110%
	02 Renforcement de la capacité de gestion	COGES	73,000,00				561,96	18,155,10	20,197,06	52,892,92	26%
	03 Appui aux initiatives des opérateurs privés en	COGES	126,400,00				22,594,94	30,301,18	53,486,12	72,913,88	42%
	04 Appui aux activités d'information de marché,	COGES	100,000,00				1,843,23	39,389,61	41,232,84	58,197,16	42%
	05 Appui à la planification, l'aménagement	COGES	175,000,00					19,82	19,82	174,980,18	0%
	06 Facilitation de l'accès aux mécanismes de	COGES	175,000,00					12,071,22	12,071,22	162,928,78	7%
	07 Appui à la structuration des opérateurs privés	COGES	47,500,00				3,860,61	4,057,47	7,958,28	40,441,72	15%
	08 Financement de micro-projets.	COGES	730,000,00				129,389,40	129,389,40	129,389,40	600,610,60	18%
			1,467,323,00				55,738,90	303,561,06	359,299,95	1,108,023,05	24%
02 Composante d'appui à la compétitivité											
	01 Diagnostic de la situation et des acteurs de la	REGIE	63,000,00				25,731,03	13,196,45	38,917,52	44,062,48	47%
	02 Renforcement de la capacité de gestion de la	COGES	298,900,00				20,617,62	77,388,06	98,205,68	200,694,32	33%
	03 Renforcement de la capacité d'appui conseil	COGES	300,600,00				1,431,57	75,533,87	75,955,44	313,634,56	20%
	04 Appui aux activités de recherche action	COGES	347,323,00				3,814,37	168,081,51	112,895,88	234,427,12	33%
	05 Appui à la planification, l'aménagement	COGES	157,500,00					17,538,94	17,538,94	139,961,06	11%
	06 Facilitation de l'accès aux mécanismes de	COGES	115,000,00				3,167,97	10,822,15	13,990,16	101,009,84	12%
	07 Appui à la structuration des producteurs et la	COGES	75,000,00				768,33	0,00	768,33	74,231,67	1%
	08 Composante d'appui à la Gouvernance des	COGES	884,000,00				179,909,61	166,157,52	346,067,13	537,932,87	38%
03 Composante d'appui à la Gouvernance des											
	01 Diagnostic institutionnel et méthodologique	REGIE	55,000,00				1,790,51	540,62	2,331,13	52,668,87	4%
	02 Renforcement de la capacité de gestion de la	REGIE	1,561,000,00				12,689,11	346,701,36	838,260,02	612,719,98	51%
	03 Appui aux activités de recherche action	COGES	3,949,000,00				67,939,90	385,930,56	727,037,81	1,100,893,26	29%
	TOTAL		5,500,000,00				80,629,30	1,073,733,17	1,936,176,26	3,560,823,72	35%



CTB, Agence belge de développement
Rapport annuel

Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of BEN0401111

Project Title : **Projet d'appui aux filières de production agricole dans les départements du Mono et du Couffo**

Budget Version : **F1**
 Currency : **EUR**
 YtM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : 31/12/2010

	Status	Fin Mode	Amount	Start to 2006	2007	2008	2009	Expenses	Total	Balance	% Exec
02 Appui à la mise en place d'une structure		REGIE	657,000,00				156,414,82	156,414,82	322,459,86	334,570,14	45%
03 Appui à la mise en place d'une structure		COGES	41,000,00				0,00	0,00	0,00	41,000,00	0%
04 Appui à la mise en place de structures		COGES	65,500,00			151,69	151,69	0,00	151,69	65,348,31	0%
05 Appui aux mécanismes de suivi et		COGES	47,500,00			761,91	761,91	9,202,08	9,963,99	37,516,01	21%
08 Appui à la mise en place de cadres intégrés		COGES	16,000,00			11,170,46	11,170,46	0,00	11,170,46	6,829,54	62%
Y RÉSERVE BUDGÉTAIRE			105,000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105,000,00	0%
01 Réserve budgétaire		COGES	105,000,00			0,00	0,00	0,00	0,00	105,000,00	0%
01 Réserve budgétaire COGESTION		COGES	97,000,00			0,00	0,00	0,00	0,00	97,000,00	0%
02 Réserve budgétaire REGIE		REGIE	8,000,00			0,00	0,00	0,00	0,00	8,000,00	0%
Z MOYENS GÉNÉRAUX			1,586,777,00	30,659,00	16,812,87	14,843,01	155,970,62	358,436,75	915,042,91	651,734,59	58%
01 Frais de personnel		REGIE	1,056,000,00		16,812,87	306,016,53	252,946,22	252,946,22	577,777,62	520,222,36	58%
01 Assistance technique (Lokossa)		REGIE	600,000,00		14,843,01	208,349,16	146,401,47	146,401,47	369,593,65	230,406,35	65%
02 Responsable Administratif et financier.		REGIE	108,000,00		24,912,95	15,103,08	15,103,08	15,103,08	44,021,03	63,978,97	41%
03 Staff national.		COGES	390,000,00		3,558,85	72,756,41	87,494,67	87,494,67	154,162,54	225,837,06	42%
02 Investissements.		COGES	142,000,00		51,141,75	79,617,34	27,897,10	27,897,10	158,855,16	-16,758,16	112%
01 Véhicules.		COGES	61,000,00		44,949,22	45,636,72	0,00	0,00	91,585,94	-10,565,94	113%
02 Fournitures et équipement bureau.		COGES	31,000,00		140,38	18,669,68	17,562,00	17,562,00	36,171,97	-5,031,97	116%
03 Equipement IT.		COGES	30,000,00		6,652,23	15,110,85	9,935,10	9,935,10	31,098,27	-1,098,27	104%
03 Frais de fonctionnement.		COGES	236,670,00		12,826,29	62,673,02	76,563,59	76,563,59	172,265,81	64,423,19	73%
01 Loyer du bureau.		COGES	65,657,00		1,459,63	14,973,33	17,927,78	17,927,78	34,365,74	31,291,26	52%
		REGIE	1,651,000,00		12,699,11	478,869,56	246,701,36	246,701,36	836,280,02	612,719,96	51%
		COGEST	3,849,000,00		57,939,90	395,920,96	727,067,81	727,067,81	1,108,998,26	2,748,101,74	29%
		TOTAL	5,500,000,00	80,629,00	784,810,11	1,079,739,17	1,939,176,26	1,939,176,26	3,560,821,72	3,560,821,72	35%



Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of BEN0401111

Budget vs Actuals (Year to Month, Last 5 Years) of BEN0401111

Project Title : **Projet d'appui aux filières de production agricole dans les départements du Mono et du Couffo**

Budget Version : **F1**
 Currency : **EUR**
 YTM : **Report includes all closed transactions until the end date of the chosen closing**

Year to month : 31/12/2010

	Status	Fin Mode	Amount	Start to		Expenses	Total	Balance	% Exec
				2006	2007				
02 Frais de fonctionnement des véhicules.		COGES	39.200,00	3.531,40	11.955,05	26.254,33	41.750,76	-2.550,78	107%
03 Communications.		COGES	29.429,00	968,97	9.518,29	5.689,67	16.370,93	13.056,07	56%
04 Fournitures de bureau.		COGES	40.700,00	1.606,83	13.360,21	9.314,44	23.791,48	19.598,52	54%
05 Autres frais de fonctionnement.		COGES	50.693,00	5.651,47	39.032,04	17.175,37	56.066,86	2.636,12	96%
04 Audit et suivi et Evaluation.			50.000,00	-2.153,91	-2.733,17	11.089,88	6.152,80	63.647,20	7%
01 Evaluation.		REGIE	30.000,00	7,62		836,47	648,09	29.153,91	3%
02 Audit.		REGIE	50.000,00			12.000,00	12.000,00	47.500,00	20%
03 Assistant Junior Klaas		REGIE	0,01	-2.161,53	-2.733,17	-1.800,53	-6.783,25	6.783,30	-678329
99 Conversion rate adjustment			0,00			0,00	0,00	0,00	7%
99 Conversion rate adjustment		REGIE	0,00			0,00	0,00	0,00	7%
99 Conversion rate adjustment		COGES	0,00			0,00	0,00	0,00	7%
		REGIE	1.651.000,00	12.689,11	478.859,56	346.701,36	836.260,62	812.719,96	51%
		COGEST	3.849.000,00	67.939,90	305.920,56	727.037,81	1.100.896,26	2.748.101,74	29%
		TOTAL	5.500.000,00	80.629,00	784.810,11	1.073.739,17	1.938.178,28	3.560.821,72	35%



Budget Version : F1 Year to month : 31/12/2010 Project : 0401111

4 Planification opérationnelle 2011

Financial Planning of BEN0401111

Project Title : **Projet d'appui aux filières de production agricole dans les départements du Mono et du Couffo**

Fin Plan Version: 2011Q1
 Budget Version: F01
 Donor: DGD
 Currency: EUR

Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode Budget	TY-1	Balance	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	2012 to end	Est. end Proj. Bal.	Est % exec.
A Composante d'appui à la	3 826,22	1 024,15	2 294,07	66,42	243,35	281,01	296,50	907,17	1 575,05	238,85	98%
01 Composante d'appui à la	1 476,90	318,77	1 158,13	19,41	120,30	138,76	150,34	428,81	747,42	-18,10	101%
01 Diagnostic, suivi et	50,00	54,83	-4,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-4,83	100%
02 Renforcement de la capacité de	73,00	20,11	52,89	0,00	10,67	11,74	13,67	36,28	16,61	0,00	100%
03 Appui aux initiatives des	126,40	93,49	72,91	5,10	5,10	5,10	5,10	20,40	52,51	0,00	100%
04 Appui aux activités d'information	108,00	41,60	66,40	0,04	15,64	23,87	25,83	71,48	0,00	-13,28	113%
05 Appui à la planification	175,00	0,02	174,98	0,53	1,60	20,65	30,25	53,04	121,95	-0,00	100%
06 Facilitation de l'accès aux	175,00	12,07	162,93	5,48	6,25	6,25	4,65	22,61	140,32	0,00	100%
07 Appui à la structuration des	47,50	7,06	40,44	0,00	1,52	0,76	0,15	2,44	38,00	0,00	100%
08 Financement de micro-projets.	730,00	129,39	600,61	2,20	79,51	70,39	70,39	222,57	378,04	0,00	100%
02 Composante d'appui à la	1 487,32	399,32	1 108,00	25,34	77,38	101,52	90,49	294,73	813,29	0,01	100%
01 Diagnostic de la situation et des	83,00	38,92	44,08	0,00	0,00	15,25	0,00	15,25	28,84	0,00	100%
02 Renforcement de la capacité de	298,00	66,21	200,60	8,67	21,79	24,29	31,70	85,16	112,63	0,00	100%
03 Renforcement de la capacité	390,00	76,07	313,63	4,57	27,27	22,87	16,77	71,48	242,15	0,00	100%
04 Appui aux activités de recherche	347,32	112,80	234,42	9,03	16,12	17,49	11,32	53,97	180,45	0,00	100%
05 Appui à la planification	157,50	17,54	139,86	0,00	4,80	13,53	23,30	41,63	68,33	-0,00	100%
06 Facilitation de l'accès aux	115,00	13,96	101,04	2,06	2,06	2,06	2,06	8,23	62,76	0,00	100%
07 Appui à la structuration des	75,00	0,79	74,21	0,00	5,34	5,34	5,34	16,01	58,20	0,00	100%
03 Composante d'appui à la	894,00	346,06	537,94	45,67	45,67	41,63	45,67	178,63	114,37	244,94	72%
01 Diagnostic institutionnel et	65,00	2,33	52,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52,67	4%
02 Appui à la mise en place d'une	657,00	322,43	334,57	43,60	43,00	38,96	43,00	167,66	66,00	80,61	68%
03 Appui à la mise en place d'une	41,00	0,00	41,00	0,38	0,38	0,38	0,38	1,52	0,00	39,48	4%
TOTAL	1 651,00	826,28	812,72	102,11	87,11	98,32	92,60	380,23	238,04	136,45	62%
TOTAL	3 849,00	1 160,92	2 749,08	79,52	231,55	258,90	274,70	844,67	1 739,71	163,71	66%
TOTAL	5 500,00	1 890,20	3 590,80	181,63	318,65	357,22	397,38	1 224,89	2 035,75	300,16	65%



Financial Planning of BEN0401111

Project Title: **Projet d'appui aux filières de production agricole dans les départements du Mono et du Couffo**

Fin Plan Version: **2011Q1**
 Budget Version: **F01**
 Donor: **DGD**
 Currency: **EUR**

Amounts in 1000 EUR

Status	Fin Mode Budget	T1Y-1	Balance	2011				Total	2012 to end	Est. % exec.
				Q1	Q2	Q3	Q4			
04 Appui à la mise en place de	COGEST	65,50	0,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	65,35	0%
05 Appui aux mécanismes de suivi	COGEST	47,50	0,98	2,29	2,29	2,29	9,15	28,37	0,00	100%
06 Appui à la mise en place de	COGEST	18,00	11,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,83	62%
Y RÉSERVE BUDGÉTAIRE		105,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105,00	0%
01 Réserve budgétaire		105,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	105,00	0%
01 Réserve budgétaire	COGEST	97,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	97,00	0%
02 Réserve budgétaire REGIE	REGIE	8,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,00	0%
Z MOYENS GÉNÉRAUX		1.996,75	015,05	012,91	75,31	30,60	322,72	260,10	31,00	102%
01 Frais de personnel		1.068,00	577,77	66,11	66,11	66,11	266,45	254,76	0,00	100%
01 Assistance technique (Lokossa)	REGIE	600,00	369,59	38,11	38,11	38,11	152,45	77,66	0,00	100%
02 Responsable Administratif et	REGIE	108,00	44,02	6,00	6,00	7,00	25,00	38,66	0,00	100%
03 Staff national	COGEST	360,00	164,16	22,00	22,00	22,00	88,00	137,84	0,00	100%
02 Investissements		142,10	153,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-16,76	112%
01 Véhicules	COGEST	81,00	91,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-10,50	113%
02 Fournitures et équipement	COGEST	31,00	36,17	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-5,08	116%
03 Equipement IT	COGEST	30,01	31,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-1,09	104%
03 Frais de fonctionnement		236,08	172,26	84,42	9,20	9,20	37,70	41,65	-14,83	106%
01 Loyer du bureau	COGEST	65,66	34,37	4,40	2,00	2,00	10,40	20,88	0,00	100%
02 Frais de fonctionnement des	COGEST	39,20	41,75	2,00	3,00	3,00	11,00	0,00	-13,55	135%
03 Communications	COGEST	28,43	10,37	1,20	1,20	1,20	4,80	8,26	0,00	100%
04 Fournitures de bureau	COGEST	43,70	23,70	1,50	2,00	2,00	7,50	12,50	0,00	100%
05 Autres frais de fonctionnement	COGEST	58,69	56,07	1,00	1,00	1,00	4,00	0,00	-1,38	102%
REGIE		1.651,00	838,23	102,11	66,32	62,60	330,23	286,04	136,45	92%
COGEST		3.848,00	1.400,92	2.749,08	79,52	274,70	844,67	1.739,71	163,71	96%
TOTAL		5.500,00	1.989,20	3.560,80	181,83	367,33	1.224,89	2.035,75	300,16	95%



Financial Planning of BEN0401111

Project Title : **Projet d'appui aux filières de production agricole dans les départements du Mono et du Couffo**

Fin Plan Version: **2011Q1**
 Budget Version: **F01**
 Donor: **DGD**
 Currency: **EUR**

Amounts in 1000 EUR

	Status	Fin Mode Budget	2011				Balance	Q1	Q2	Q3	Q4	Total	2012 to end	Est. end Proj. Bal.	Est. % exec.
			TIV-1	Q1	Q2	Q3									
04 Audit et Suivi et Evaluation.		80,00	6,16	89,84	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,57	19,57	64,27	0,00	100%	
01 Evaluation.		30,00	0,85	29,15	15,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15,00	14,15	0,00	100%	
02 Audit.		60,00	12,00	47,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4,57	4,57	43,34	0,00	100%	
03 Assistant Junior Klaas		0,00	-0,78	6,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6,78	0,00	7%	
99 Conversion rate adjustment		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%	
98 Conversion rate adjustment		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%	
99 Conversion rate adjustment		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7%	
REGIE		1.851,00	839,29	812,72	102,11	87,11	98,32	92,88	380,23	206,04	136,45	02%			
COGEST		3.849,00	1.100,92	2.748,08	79,52	231,55	258,90	274,70	844,67	1.739,71	163,71	96%			
TOTAL		5.500,00	1.938,20	3.560,80	181,63	318,66	357,22	367,39	1.224,89	2.035,75	300,16	95%			



Commentaires sur la planification opérationnelle 2011

Ligne	Intitulé	Budget (€)	Commentaires de la Facilité
A01	Composante d'appui à la dynamisation et à l'articulation des marchés	428 812	
A0102	Renforcement de la capacité de gestion commerciale au niveau des filières et leurs démembrements	36 283	Mise en route de 3 Accords, 2 au profit du CRM et 1 au profit de l'URP, y compris la capitalisation des expériences en commercialisation
A0102	Appui aux initiatives des opérateurs privés en amont et en aval	20 398	Poste de la chargée en appui aux opérateurs privés
A0104	Appui aux activités d'information de marché, prospection et courtage	71 489	FAFA prévoit la mise en place d'un système de Point d'information sur la Commercialisation des Produits Agricoles (PICA) en se basant sur les recommandations de l'Etude réalisée en décembre 2010. De plus, un Accord avec la CCIB programme des activités de promotion des produits agricoles.
A0105	Appui à la planification, l'aménagement territorial et la maîtrise d'ouvrage communale	53 037	Les sensibilisations ont démarré avec les 12 Communes, se poursuivront en Q1 2011. Les montages de dossiers sont programmés en Q2 et les premiers investissements sont programmés à partir de Q3.
A0106	Facilitation de l'accès aux mécanismes de crédit et appui-conseil à l'autofinancement des structures	22 607	Financement de l'Accord CCIB sur les guichets MIPs maillon amont et aval des 2 filières, dont le financement d'un Chargé d'Accompagnement aux MIPs
A0107	Appui à la structuration des opérateurs privés dans la filière et à la concertation et négociation de liens d'affaires	2 439	Un Accord avec la CCIB: mise en concertation des producteurs et des commerçants, suivi évaluation de mises en relations en aval des filières
A0108	Micro-projets	222 559	Fonctionnement du CEV trimestriel: Financement des Microprojets
A02	Composante d'appui à la compétitivité	294 640	
A0201	Diagnostic de la situation et des acteurs de la production, planification et suivi participatif des activités de renforcement de la compétitivité	15 245	Le prochain suivi de SOFRECO/GOLF est prévu en mai 2010. Activité répétée annuellement (1 fois/an)
A0202	Renforcement de la capacité de gestion de la productivité au sein des groupements de producteurs	88 161	Mise en route crescendo de 3 activités à partir de Q1 avec l'URP, le CRM, le CRR: Développer les capacités de planification de la production au niveau des cadres et des groupements de base, Mettre en place des instruments de suivi de la production, Structurer et former un réseau de producteurs de référence + Poste de Chargé d'appui aux Organisations Paysannes
A0203	Renforcement de la capacité d'appui conseil et de suivi du CeRPA et ses démembrements communaux	71 483	Poursuite de 5 activités avec les Directions du CeRPA: Appui & contrôle de qualité des pesticides sur cultures maraîchères, Renforcement et mise en synergie des dispositifs d'appui-conseil à la production maraîchère et rizicole, Essais de micro-irrigation par goutte à goutte et aspersion, Lutte contre l'Anthracnose de l'oignon, Production de fiches techniques pour la pré-vulgarisation et la vulgarisation des acquis de la recherche-action
A0204	Appui aux activités de recherche action participative en appui aux filières riz et maraîchage	53 968	2° phase diffusion recherche-action "filets sur maraîchage par CRM", fin 1° phase "gestion intégrée des nuisibles par CRM", démarrage " lutte contre ravageurs riz par CRR"

A0205	Appui à la planification, l'aménagement territorial et la maîtrise d'ouvrage communale	41 542	Les sensibilisations ont démarré avec les 12 Communes, se poursuivront en Q1 2011. Les montages de dossiers sont programmés en Q2 et les premiers investissements sont programmés à partir de Q3.
A0206	Facilitation de l'accès aux mécanismes de crédit et appui-conseil à l'autofinancement des structures	8 232	Financement de l'Accord URJ sur les guichets MIPs maillon amont et aval des 2 filières, dont le financement d'un Chargé d'Accompagnement aux MIPs
A0207	Appui à la structuration des producteurs et la concertation avec les structures d'encadrement et la recherche	16 007	Mise en place de l'appui à la structuration des producteurs par l'URP : appui aux UCR et les UCM avec le CerPA et l'URP
A03	Composante d'appui à la gouvernance des filières	178 631	
A0301	Appui à la mise en place d'une structure nationale de pilotage de la politique de promotion des filières agricoles		Echange de lettre toujours attendu pour le transfert à AIMAEP des lignes A0301, A0303, A0304, A0305, A0306
A0302	Appui à la mise en place d'une structure nationale de pilotage de la politique de promotion des filières agricoles: Assistant Technique	167 960	
A0303	Structure régionale de pilotage politique promotion des filières agricoles : Plate Forme FAFA	1 524	Fonctionnement de la Plate Forme Technique d'Appui aux Filières Riz et Maraîchage ainsi que des plateformes de concertation riz et maraîchage
A0304	Appui à la mise en place de structures faitières ou réseaux nationaux des acteurs des filières riz et maraîchage	-	Activité et solde budget transférés au projet d'Appui Institutionnel au Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (AIMAEP). Echange de lettre toujours attendu.
A0305	Appui aux mécanismes de suivi et observation des filières	9 147	Appui au suivi évaluation des partenaires et de la Facilité; Ateliers trimestriels de suivi évaluation
Z	Moyens généraux	322 722	
Z0101	Assistance technique (Lokossa)	152 449	
Z0102	AG	25 000	
Z0103	Staff national	88 000	
Z0201	Acquisition Véhicules	-	
Z0202	Acquisition Fournitures et équipement bureau	-	
Z0203	Acquisition Equipement IT	-	
Z0301	Loyer du bureau	10 400	
Z0302	Frais de fonctionnement des véhicules	11 000	
Z0303	Communications	4 800	
Z0304	Fournitures de bureau	7 500	
Z0305	Autres frais de fonctionnement	4 000	
Z0401	Evaluation	15 000	
Z0402	Audit	4 573	Estimation du coût de réalisation de l'audit prévu en Q3
	TOTAL PROGRAMMATION	1 224 805	